

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ÉCONOMIQUE

LAGACI REHAUSSE SES ACTIVITÉS EN DEVENANT IIA GABON



Lire p.4 -5

MME SARAH DOUKOURÉ, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VIVO ENERGY GABON



Lire p.6

FSBO : DROITS DES FEMMES

FONDATION SYLVIA BONGO ONDIMBA INTENSIFIER LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME ET LEUR AUTONOMISATION



Lire p.11–14

AGENDA

L'HYPERTROPHIE DE LA PROSTATE, L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES DES HOMMES



Lire p.22

Dossier

EMPLOI: DEFI POST- COVID-19

UNIVERSITÉ DE BISSÉGUÉ : PARTICIPER À LA FORMATION D'UNE JEUNESSE COMPÉTITIVE

MANAGEMENT- L'ADÉQUATION FORMATION-EMPLOI

ALTEMPLOI GABON : EXCELLENCE, DYNAMISME, PROXIMITÉ, PROBITÉ, PROACTION, VALEURS INTRINSÈQUES DE ALTEMPLOI

Lire p.8–10, 15–18

PROCHAIN NUMÉRO :
BANQUES & ASSURANCES

N°88
NOVEMBRE
2020





OPÉRATEUR DE SOLUTIONS LOGISTIQUES DE RÉFÉRENCE AU GABON

- 630 collaborateurs à Libreville, Port-Gentil, Franceville, Moanda et Lastourville mobilisés pour satisfaire vos besoins de distribution, d'entreposage et de pilotage de la supply chain.
- Une expertise incontournable dans le domaine du transport multimodal de colis exceptionnels et hors gabarit, notamment pour les industries forestières, minières et pétrolières.
- Une réponse aux exigences d'un large éventail de secteurs au Gabon.

**POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ :
BOLLORE TRANSPORT & LOGISTICS GABON**

Tél. : +241 062 01 28 84 / 062 51 07 60
cotation.gabon@bollore.com



bollore-transport-logistics.com



SOMMAIRE N°87

Édito

VIE ÉCONOMIQUE

4 – 9

PARTICIPER À L'ESSOR DES CHAMPIONS DE DEMAIN

p. 7

IIIEFA : AU PAS DE COURSE POUR LA RENTRÉE 2020-2021

p. 7

DOSSIER

8-10,11-17



ENTRETIEN AVEC DOCTEUR PROSPER METOUGUE NANG, COORDONNATEUR DES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET PÉDAGOGIQUES

p. 15

FSBO : DROITS DES FEMMES

11-14

ACCOMPAGNER LES JEUNES FILLES ENCEINTES ET LES JEUNES MÈRES À LUTTER CONTRE L'ABANDON SCOLAIRE

p. 12

BILAN SATISFAISANT DE LA PRISE EN CHARGE GRATUITE DU DÉPISTAGE ET DES DIFFÉRENTS EXAMENS

p. 14

DIGITAL & NUMÉRIQUE

19

LA TÉLÉPHONIE MOBILE EXPLOSE AU GABON

p. 19

ENVIRONNEMENT NEUF

20-21

LE GABON ADHÈRE AUX PRINCIPES ET CRITÈRES DE LA PRODUCTION DURABLE DE L'HUILE DE PALME

p. 21

ASSURER UN BON NIVEAU INITIAL DE FORMATION ET PRÉPARER L'ÉTUDIANT À LA PLUS GRANDE FLEXIBILITÉ PROFESSIONNELLE

Par Dr Neltah Nargongar



Lorsque l'on évoque le chômage des jeunes au Gabon, il se pose régulièrement le problème de l'« inadéquation formation-emploi ». S'il est vrai qu'il y a des métiers où il y a plus d'offres d'emploi que d'autres, il faut bien reconnaître aussi qu'il y a des filières où les diplômés sont si nombreux qu'ils ne peuvent tous être absorbés par le marché de l'emploi. Aussi est-il urgent d'envisager un système éducatif préparant les jeunes à s'insérer plus facilement sur le marché de l'emploi avant l'obtention de leurs diplômes. Ces questions structurent le dossier de votre mensuel d'octobre.

Cela passe par une volonté de rendre obligatoire les expériences de stages durant tout le parcours universitaire. L'alternance en dernière année de master par exemple, dit un chef d'entreprise, doit permettre de favoriser l'insertion des jeunes en entreprise. (Surtout lorsque ces étudiants effectuent toute une scolarité en cours du soir sans avoir en contrepartie une expérience pratique en entreprise). Selon ce chef d'entreprise, l'expérience de stage de fin d'études doit être un requis diplômant au même titre que le mémoire pour l'obtention du diplôme. Chaque étudiant devrait pouvoir bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue de la réalisation de son projet professionnel. C'est un paradoxe pour une société où l'on exige, pour tout recrutement, une expérience professionnelle de deux à cinq ans. La conséquence de cette situation est que de nombreux étudiants formés au Gabon éprouvent des difficultés à trouver un emploi, non par une inadéquation formation-emploi, mais tout simplement par manque

d'expérience professionnelle et de vision claire des débouchés de leurs diplômes.

Le témoignage de ce recruteur Gabonais nous éclaire davantage et nous conforte dans notre vision de l'adéquation « formation/emploi », lorsqu'il affirme avoir eu l'opportunité de participer à plusieurs salons de l'emploi dédiés aux Africains de l'étranger, et de constater que la différence au niveau de l'expérience professionnelle acquise des jeunes diplômés de la diaspora est plus importante avec un taux d'obtention du premier emploi plus élevé avant la remise du diplôme et dans des délais plus courts post-diplôme par rapport aux candidats locaux qu'il rencontre. Cela impose une réflexion collective au niveau national afin de trouver une solution plus juste pour que tous les jeunes diplômés aient a priori un stage obligatoire leur permettant, dans leur domaine de formation professionnelle, une expérience professionnelle exigée par les dirigeants. Si ce n'est pas le cas, on continuera de former des chômeurs dans un pays peu peuplé mais riche en opportunités d'affaires.

Un pays où l'éducation est considérée comme l'une des priorités nationales parce que l'État garantit l'égalité de tous à l'instruction, à la formation professionnelle, à la culture, sans distinction d'origine, de race, de sexe, d'opinion, de condition familiale ou de religion ne peut être en arrière. Ainsi, le système éducatif de notre pays met un accent tout particulier sur l'égalité des chances pour tous. Face à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'emploi en conformité avec le décret N° 632/PR/MENESRSI. Le développement harmonieux de la personne, par l'assimilation des valeurs servant de fondement à la société et à l'éducation gabonaise, l'acquisition des connaissances, des attitudes et des aptitudes à assumer ses responsabilités en vue de son insertion dans la vie active demeure une nécessité. La recherche d'une adéquation constante de l'enseignement, aussi bien secondaire général, technique qu'universitaire, tend vers leur adaptation aux besoins du développement national et surtout au tissu économique et social du pays.

La meilleure façon d'assurer l'adaptation au marché de l'emploi, explique un économiste, c'est d'assurer un bon niveau initial de formation et de préparer l'étudiant à la plus grande flexibilité professionnelle. Pour lui, la spécificité des emplois techniques exige, dans la plupart des cas, une formation de base solide, et un complément de spécialité dans le domaine spécifique de l'emploi. La contribution de tous est indispensable pour mettre fin à la fabrication des chômeurs dans une société où les jeunes sont majoritaires ■

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Directeur de la rédaction

Dr Neltah NARGONGAR
neltah.nargo@gmail.com
Tél.: +241 (0)62 75 62 32
+241 (0)66 74 03 02

Secrétaire de rédaction

Responsable multimédia
Manuella MENGUE M'EYI
Tél. : +241 (0) 11 44 11 62
m.mengue.economiegabonplus@gmail.com

Responsable réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.ga

Publicité & marketing :

241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.ga

Directeur artistique & infographie

Donald ELLA

Informations légales

MEDIAGAB Société éditrice de :
Economie Gabon+
RCM N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution d'un
organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du
3 juin 2010

Régie publicitaire :

MEDIAGAB
Tél: +241 (0) 11 44 11 62

Siège social

1266 Bd de la Nation Bord de mer - Libreville
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 (0) 11 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon

LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus



Impression : Multipress
Tirage : 12 000 exemplaires
Tél.: 011 73 21 75 / 011 73 22 33



Manuella MENGUE M'EYI
Secrétaire de rédaction
Responsable multimédia

L'AGACI REHAUSSE SES ACTIVITÉS EN DEVENANT IIA GABON

Depuis le 3 août 2020, l'Association gabonaise des auditeurs et contrôleurs internes (AGACI) est officiellement affiliée à l'IIA (The Institute of internal auditors), la prestigieuse association internationale des professionnels de l'audit interne qui regroupe plus de 200.000 membres dans plus de 170 pays et territoires. Cette adhésion est l'aboutissement d'une démarche initiée depuis la création de l'AGACI en 2015 qui devient de facto la représentation locale de l'IIA GLOBAL au Gabon sous la dénomination sociale IIA Gabon. Madame Emrie Raissa Mondos, présidente de l'IIA Gabon, répond à nos questions.

Par Dr Nelto Nargongar

ECONOMIE GABON+ : Pour mémoire, nous avons eu un entretien enrichissant avec vous il y'a un an. Nous revenons vers vous aujourd'hui en cette période de crise sanitaire conjoncturelle due à la Covid-19. Quel en est l'impact sur le fonctionnement de votre association ? Et quelles sont les mesures prises pour y faire face ?

La crise de la Covid-19 paralyse le monde entier. Les effets sur l'économie mondiale ont mis en exergue la fragilité et la faiblesse du modèle économique longtemps vanté comme la panacée. Dans le monde, nous assistons à des conséquences socio-économiques désastreuses. Il ressort la nécessité de repenser ce modèle. Aussi, les gouvernements sont interpellés pour examiner et revoir les fondements de ce dernier. Au Gabon et comme partout ailleurs, nous observons un net ralentissement des activités dans tous les secteurs. Dans ce contexte de morosité, l'AGACI a accusé un relâchement dans l'exécution de son plan d'action 2020 et a revisité ce dernier.

En effet, celui-ci avait été bâti sur deux principaux axes : la formation et la promotion de l'audit interne au Gabon. Nous avons à cet effet, entamé l'année avec l'organisation des séminaires de formation et de courtes réunions dites « café de l'audit interne ». La survénance de la Covid-19 et les mesures barrières subséquentes, nous ont conduit à nous réinventer à travers la tenue de réunions via internet. Elles ont consisté en l'organisation de webinars. Ainsi, nous envisageons d'organiser, au cours du dernier trimestre 2020, sous forme de webinars, une formation et un café de l'audit interne. Le café d'audit interne se tiendra le 27 novembre 2020 sur le thème : « *Le modèle des trois lignes dans l'organisation : compréhensions et différences.* »

L'audit, que l'on pourrait également appeler inspection générale, est réalisé dans différents environnements, économique, juridique, culturel... Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs comment se pratique un audit ? Quelles en sont les étapes ?

Question intéressante et très importante. Vous me permettez, avant de répondre directement à la question, d'aborder deux points essentiels présentés par Jacques Renard dans son ouvrage intitulé : « *Théorie et pratique de l'audit*



Nous sommes affiliés à l'IIA et nos membres deviennent automatiquement membres de cet organisme.

interne », comme les handicaps dont souffrent l'audit interne.

- Le premier handicap est lié à l'utilisation et la médiatisation du mot audit. Comme le souligne JR (Jacques Renard), le mot audit peut prendre plusieurs sens. On parle, en effet, d'audit interne, d'audit externe, d'audit social. L'auteur donne d'ailleurs l'exemple du plombier qui, aujourd'hui, ne vient plus réparer les robinets mais plutôt vient auditer la plomberie ;

- Le second handicap énoncé par JR tient à l'utilisation, selon les habitudes ou pis de l'histoire, des dénominations inspection générale, contrôle général, vérification interne pour recouvrir le concept d'audit interne.

Nous tenons donc à préciser que le vocable « audit » regroupe plusieurs métiers, notamment l'audit externe, l'audit interne, l'audit qualité, etc. L'association que nous avons l'honneur de présider représente les professionnels de l'audit et du contrôle internes.

À la lecture de ce qui précède, on se rend compte des confusions faites par les non-initiés qui pensent qu'il s'agit de la même chose mais sous des vocables différents (que les termes audit, audit externe, inspection générale sont synonymes de l'audit interne).



Le fait d'être affilié va soutenir l'évolution de notre réseau et donc développer davantage de partenariats et avoir plus de visibilité

Il est nécessaire de revenir ici sur la définition de l'audit interne et de préciser l'organisation de la fonction. L'audit interne se définit comme une activité indépendante et objective qui donne à l'entreprise une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée. Elle aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. L'organisation de la profession est encadrée par l'IIA qui n'est autre que l'Institut international des auditeurs internes (IIA) et donc la fonction d'audit interne s'exerce dans la limite des normes définies par cet institut.

Face à cela, nous disons que l'audit interne et l'inspection générale sont des fonctions qui concourent à la maîtrise des activités de toute organisation. Ils sont généralement regroupés dans ce qu'on appelle les fonctions de contrôle. Donc voir l'audit comme l'inspection générale, soulève la confusion qui préexiste et que M. Jacques Renard, professionnel émérite reconnu mondialement, a bien relevé dans son ouvrage. D'ailleurs, nous invitons les professionnels à se procurer ce livre très édifiant. Nous voyons d'après la définition que l'audit interne a pour mission d'accroître et de préserver la valeur de l'organisation en donnant avec objectivité, une assurance, des conseils et des points de vue fondés sur une approche par les risques. Il évalue les processus de management des risques, le contrôle, le gouvernement d'entreprise, apprécie le fonctionnement des systèmes et fait des propositions pour renforcer leur efficacité et efficience.

Au sein d'une organisation, l'audit interne est rattaché fonctionnellement au conseil d'administration et hiérarchiquement à la direction générale en vue de préserver son indépendance. L'inspection générale, quant à elle, vient vérifier la bonne application des règles et directives. Elle contrôle, investigate et sanctionne les activités des services. Nous constatons que cette confusion demeure encore dans notre environnement et remet en cause le bon déploiement des activités ainsi qu'une bonne compréhension du rôle et de la responsabilité de l'audit interne dans toute organisation. Il s'ensuit une nécessité importante de bien mettre en exergue les différences de ces métiers qui ont chacun d'eux, des orientations de fonctionnement et d'organisation différentes. Au sein de certaines organisations, les activités d'audit et d'inspection sont généralement regroupées au sein d'un service appelé contrôle général ou inspection générale. Toutefois, l'audit interne reste indépendant des autres métiers. L'inspection générale est prise comme



Emrie Raissa Mondos, présidente de l'IIA Gabon

un département englobant les auditeurs, chacun dans son corps de métiers. Dans les autres secteurs, ses fonctions sont complètement séparées.

L'audit interne n'est pas l'inspection générale et vice versa. Chaque métier a ses prérogatives qui conduisent à l'exécution d'un nombre d'activités et de tâches bien précises. Chacun concourt à la maîtrise des activités de l'entreprise et, à cet effet, ils ne doivent pas être pris comme identiques ou semblables.

En liminaire dans la pratique, l'audit interne s'exerce sous forme de mission. On parle dans le jargon de mission d'audit. Les missions d'audit sont de deux types : les missions d'assurance et les missions de conseil. Les missions d'assurance sont tirées du plan d'audit. Le plan d'audit est élaboré sur la base d'une analyse globale des risques de

l'organisation dont le résultat est consigné dans un document appelé cartographie des risques. Le plan d'audit peut être annuel, biennuel ou triennuel.

Son élaboration fondée sur les risques tient compte des priorités définies par l'organisation en cohérence avec ses objectifs et son appétence. La charge de l'établissement du plan d'audit revient au responsable de l'audit interne. Les missions de conseils ou spéciales sont initiées à la demande des entités internes : le conseil, la direction générale ou les départements opérationnels. La plupart des missions de conseils sont conduites pour aider à la décision. En général, le processus de réalisation d'une mission d'audit comprend trois principales étapes : la planification, la réalisation et la communication.



The Institute of Internal Auditors Gabon

Qui est habilité à réaliser un audit, pour quels types de structures et pour quels buts ?

Les personnes habilitées à réaliser un audit sont les professionnels de l’audit interne (salariés dans les organisations) ou, et c’est plutôt très rare, des cabinets ou des personnes ayant des compétences avérées en audit interne. L’audit interne s’adresse à tous types de structures. Les objectifs des missions d’audit interne peuvent ainsi se résumer :

Audits de régularité et de conformité

- Ces audits se focalisent sur l’application des normes, des méthodes, des procédures et circuits arrêtés visant la fiabilité des informations financières et de gestion, de la protection du patrimoine, de la conformité aux instructions, des budgets, des lois et réglementations, de la régularité des opérations et transactions portant engagement de l’entreprise.

Audits d’efficacité

- Ils consistent à analyser et évaluer l’efficacité, l’efficience, la sécurité et l’adaptation des systèmes et procédures mis en place, dans le sens d’assurer une meilleure garantie de fiabilité des informations, de protection du patrimoine, et de sécurité des personnes, l’efficience et sécurité des circuits et moyens de collecte, de traitement, de diffusion et de classement des informations, l’optimisation des ressources mises à la disposition de l’entreprise, la réalisation des objectifs fixés, le rendement et la performance des différentes unités et fonctions de l’entreprise.

Audits de management

- Ces audits consistent à faire l’examen et l’évaluation : la vision stratégique de l’entreprise définie par le conseil d’administration, l’adaptation de l’organisation aux objectifs fixés, le degré d’assurance qu’il présente quant à la réalisation des objectifs fixés, l’adéquation des moyens mis en œuvre aux objectifs assignés, de la concordance des objectifs partiels des différentes unités et structures avec les objectifs globaux de l’entreprise, l’adaptation des objectifs à la stratégie de développement de l’entreprise, l’application par la direction générale des décisions stratégiques importantes.

Pouvez-vous également nous éclairer sur l’audit social de la responsabilité sociale de l’entreprise ? Pourquoi est-il perçu comme un instrument de sécurité de l’entreprise ?

L’audit social de la responsabilité sociale de l’entreprise est un audit qui est conduit pour permettre à l’entreprise de voir la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et éthiques dans leurs activités afin de garantir le déploiement correct de ses activités vis-à-vis de ses parties prenantes et de son environnement externe. L’entreprise évolue dans un environnement qu’elle influence et qui l’influence. Cet audit démontrera la capacité de l’entreprise à répondre aux enjeux tributaires de son environnement interne et externe en vue de prendre les mesures qui vont contribuer à la performance de la structure. Parallèlement, il présentera sa capacité à se renouveler afin d’ajuster son organisation, de contextualiser ses activités et de structurer ses relations avec les parties prenantes directes et indirectes. Il permettra aussi de piloter les politiques, les stratégies et d’orienter les décisions de gestion qui seront définies en interne. L’entreprise pourra s’assurer d’un positionnement qui

lui permettra d’être un vecteur de développement et d’éviter toute action pouvant compromettre son image, et ainsi sécuriser sa structure.

Vous venez d’être officiellement affiliée à l’IIA (The Institute of internal auditors), l’association mondiale des professionnels de l’audit interne qui regroupe plus de 200 000 membres dans plus de 170 pays et territoires. Quels sont les avantages pratiques de votre affiliation à l’IIA tant au niveau national qu’international ?

C’est l’aboutissement d’une démarche qui a été entamée depuis la création de l’AGACI et nous nous en félicitons. Notre affiliation à l’IIA nous permet d’être la représentation locale de l’IIA GLOBAL au Gabon. Cela nous donne la possibilité de relier les membres de l’IIA Gabon à un réseau mondial de professionnels pouvant ainsi échanger, s’informer, se former, suivre les évolutions et les enjeux de l’audit interne ainsi que des risques et du contrôle.

LES AVANTAGES SUR LE PLAN NATIONAL

- Faire bénéficier à nos membres des produits et services offerts par l’IIA (formations en ligne, travaux de recherche des comités de l’IIA, actualités sur les métiers, accès à différentes revues de développement, etc) ;
- Mettre à disposition de nos membres, une documentation riche, des documents de recherche, une bibliothèque, des magazines dédiés ;
- Accéder à des formations en ligne ;
- Apprendre sur les meilleures pratiques et obtenir des conseils sur les problématiques quotidiennes ;
- Acquérir et développer ses connaissances et compétences ;
- Participer à des travaux de recherche sur le métier ;
- Être informé des dernières tendances sur le métier ;
- Faire valoir une expertise locale ;
- Participer à des événements internationaux (webinaires ou présentiels)
- Bénéficier de tarifs préférentiels sur les certifications professionnelles.

LES AVANTAGES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- Donner de la visibilité à la profession au Gabon ;
- Faire partie du concert mondial des auditeurs ;
- Être présent sur la mobilisation de la promotion et la vulgarisation sur la culture d’audit et de contrôle ;
- Faire valoir une expertise nationale sur ces métiers.

L’IIA auquel vous êtes affilié est reconnu pour la délivrance de certifications internationales. Cela sous-entend-il qu’il vous sera possible de délivrer le titre CIA (Certified internal auditor) aux participants de vos prochaines formations ? Qu’entend-on par certification internationale plus concrètement ?

Nous sommes affiliés à l’IIA. Notre affiliation veut dire que nous rejoignons cet organe en tant que démembré au niveau national. À cet effet, nous mettons à la disposition de nos membres des informations sur le CIA, sa préparation et le passage de l’examen. Mais l’IIA

demeure le seul à délivrer le CIA. La participation aux sessions de formations que nous organisons ne donne pas droit à la délivrance du titre CIA. Le CIA est un examen qui est encadré par des dispositions bien précises, et toute personne voulant obtenir ce titre devra se conformer à ces dispositions. Par certification internationale, on entend une certification reconnue mondialement qui ne fait l’objet d’aucune contestation. Le CIA est une certification passeport qui permettra à tout professionnel d’avoir une ouverture d’opportunités sur plusieurs horizons, de postuler partout où il le souhaite. Le CIA lui permettra d’accéder à de très hautes fonctions dans le domaine de l’audit interne ou connexe. Cette certification confirme l’expertise et vous confère le titre d’expert en audit interne.

Quels sont vos droits et obligations en qualité de membre l’IIA ? Contribuez-vous financièrement au fonctionnement de cet organisme ?

Nous sommes affiliés à l’IIA et nos membres deviennent automatiquement membres de cet organisme. Ces derniers ont accès au portail du site de l’IIA Global, aux services et produits disponibles, d’une bibliothèque en ligne très riche et de cahiers de recherche. Étant affiliés, nos obligations consistent à

conduire les activités de promotion et de vulgarisation des bonnes pratiques en matière d’audit et de contrôle internes, sensibiliser les organes de direction, encourager la certification des professionnels, soutenir le développement d’une expertise nationale, le développement des connaissances et compétences. La contribution correspond à l’adhésion qui est payée lors de l’adhésion à l’IIA Gabon.

Qui peut adhérer à l’IIA Gabon ?

Les professionnels métiers, les entreprises pour le compte de leurs collaborateurs, les auditeurs externes, les consultants, les étudiants, les auditeurs IT, les inspecteurs des services, les prestataires d’assurance, les contrôleurs internes, les risk managers...

Votre affiliation à l’IIA vous a-t-elle permis de nouer de nouveaux partenariats ?

Nous échangeons avec l’IIA depuis la création de l’AGACI en 2015. Le fait d’être affilié va soutenir l’évolution de notre réseau et donc développer davantage de partenariats et avoir plus de visibilité.

Un message à l’adresse de vos partenaires pour cette reprise annoncée des activités dans notre pays ?

Nous remercions déjà ceux qui nous ont fait confiance. L’AGACI maintenant IIA Gabon va continuer à s’employer pour le développement du professionnalisme des fonctions de l’audit et du contrôle internes, et à conduire les professionnels à la pointe des connaissances et compétences métiers. Nous invitons nos partenaires à visiter le site de l’IIA Gabon et d’y adhérer en allant sur les moteurs de recherche à l’exemple de Google et saisir IIA Gabon. La crise de la Covid-19 nous demande de nous réinventer et nous adapter. Pour la reprise, nous allons proposer des formules de formations qui vont répondre au contexte que nous traversons. Nous vous remercions pour votre confiance.

Nous vous souhaitons bon vent et surtout un bon partenariat gagnant-gagnant avec cet outil de communication qu’est Économie Gabon+, le périodique des dirigeants et des leaders d’opinion.

Nous vous remercions ■

RGA | RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE

PHASE DE DÉNOMBREMENT

RGA, donnons à l'Agriculture toute sa valeur.

FAO Food and Agriculture Organization of the United Nations

IIA

BANQUE MONDIALE

INTERVIEW DE MME SARAH DOUKOURÉ, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VIVO ENERGY GABON

UNE STRATÉGIE DÉVELOPPÉE EN ÉQUIPE, AXÉE SUR L'INNOVATION ET LA PROXIMITÉ AVEC LA CLIENTÈLE

Le Groupe Vivo Energy a repris les activités de Engen dans 8 pays d'Afrique dont le Gabon le 1er mars, étendant ainsi son expertise dans 23 pays. Sa stratégie de développement s'appuie sur une forte ambition dans la distribution et la commercialisation des carburants, des lubrifiants et du gaz en Afrique. Malgré une conjoncture économique assez difficile, Vivo Energy Gabon poursuit sa politique d'investissement pour 2021.

Par Dr Nelto Nargongar

ECONOMIE GABON+ : Vivo Energy Gabon est une entreprise spécialisée dans la commercialisation des produits Engen au Gabon. Madame Sarah Doukouré, vous êtes à la tête de Vivo Energy Gabon depuis le 1er septembre 2020. Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ? Quelle est votre vision de développement de Vivo Energy Gabon ?

Mme Sarah Doukouré, directrice générale de Vivo Energy Gabon : Ivoirienne d'origine, financière de formation, j'ai eu l'opportunité d'occuper différentes fonctions de responsabilités au sein du Groupe Engen depuis 2008, dont celui récemment de directeur général de Vivo Energy Rwanda pendant les 6 dernières années. Le Groupe Vivo Energy, qui a repris les activités de Engen dans 8 pays d'Afrique dont le Gabon le 1er mars, étendant ses activités dans 23 pays, et opérant les marques Shell et Engen, a une forte ambition dans la distribution et la commercialisation des carburants et lubrifiants et gaz de pétrole liquéfié en Afrique. Nous allons nous inscrire dans la continuité d'une stratégie développée en équipe, axée sur notre capacité à innover et à mettre le client au cœur de notre activité.

Covid-19 oblige. Plusieurs secteurs d'activités ont été touchés par la crise sanitaire actuelle. Qu'en est-il de Vivo Energy Gabon ? Avez-vous déjà dessiné les contours de la relance de vos activités pour la période post-Covid-19 ? Si oui, quelles en seront les grandes lignes ?

2020 a été une année pleine de challenges. Nous avons su maintenir la tête haute sous l'impulsion de mon prédécesseur, et j'entends rester sur cette dynamique et accélérer notre expansion par d'ambitieux projets de remise à niveau de notre réseau de stations-service et d'implantation dans les zones où nous ne sommes pas encore présents. Le dynamisme de notre secteur est fortement dépendant de celui du pays, et durant cette période, comme toute entreprise responsable, notre priorité a été la sécurité de nos agents et celle de nos clients. Nous commençons déjà à ressentir les premiers signes de regain et avons activement lancé notre plan de reprise qui s'inscrit autour de 2 axes principaux :

- Un ambitieux plan d'investissement maintenu en 2021 ;



- Une présence renforcée du réseau Engen au Gabon pour accroître la proximité avec nos clients.

LE PROGRAMME JEUNES TALENTS ACCOMPAGNE DE JEUNES DIPLÔMÉS POUR UNE IMMERSION TOTALE EN ENTREPRISE

En tant qu'entreprise citoyenne, Vivo Energy Gabon a inscrit dans ses axes de communication, le transport, l'éducation et l'environnement. L'éducation et la formation des jeunes y tiennent une place de choix. Vivo Energy Gabon a lancé récemment la deuxième édition de son programme d'accompagnement dénommé Jeunes Talents qui a vu la participation de nombreux jeunes diplômés. Combien de candidatures avez-vous enregistrées ? Avez-vous noté un certain engouement des jeunes diplômés quant à cette initiative ? Avez-vous des nouvelles des participants de la première édition ?

En tant qu'entreprise responsable, nous avons développé une politique de développement durable autour de 3 axes primordiaux : environnement, éducation, sécurité routière. Avec chacun de ces axes, nous avons mis en place plusieurs programmes. Le Programme Jeunes Talents est un programme d'accompagnement de jeunes diplômés pour une immersion totale en entreprise. Faisant suite au lancement fin 2019 de son premier programme de soutien de l'initiative gouvernementale qui consiste à créer des opportunités pour les jeunes diplômés, notre société a enregistré 175 candidatures parmi lesquelles se sont distingués 9 jeunes diplômés dont 8 sont toujours en stages d'immersion au sein de notre entreprise. Une motivation certaine caractérise cette

première promotion de par la qualité de leur projet de stage soutenu avec brio auprès des membres du comité de direction. Vivo Energy est une entreprise engagée, et nous comptons contribuer, pour de nombreuses années encore, à la construction d'un Gabon qui gagne.



« L'ambition de Vivo Energy est de devenir l'entreprise d'énergie la plus respectée d'Afrique tout en répondant aux standards internationaux de qualité les plus exigeants. »

La pandémie de Covid-19 a contraint les entreprises à se réinventer. Qu'en est-il de Vivo Energy Gabon ? Avez-vous mis en place des stratégies, des dispositifs pour maintenir le fonctionnement de vos activités et toujours satisfaire vos clients et partenaires ?

Malgré une conjoncture économique assez difficile, Vivo Energy Gabon poursuit sa politique d'investissement au Gabon, tout en veillant à garder l'expérience client et son amélioration au cœur de sa stratégie de différenciation. Grâce aux efforts conjoints, fournis en permanence par nos équipes, nous avons relevé le défi et avons pu continuer à assurer la mise en œuvre de notre programme de rénovations de nos stations qui devenaient vieillissantes telles que la toute nouvelle station de l'aéroport à Libreville complètement rénovée, ainsi que l'expansion par la construction de nouvelles stations dans des zones enclavées telles que Moanda, Makokou ou encore



Sarah Doukouré, directrice générale de Vivo Energy Gabon



Mekambo. Ces projets s'inscrivent dans la volonté de Vivo Energy Gabon de tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes des populations et des autorités locales.

Quelles sont les perspectives de votre secteur d'activités en ces temps moroses du secteur pétrolier ?

Dans ce contexte inédit où l'industrie en amont est particulièrement impactée, notre démarche a été repensée pour offrir à nos clients les meilleures conditions de sécurité sanitaire et des services et des produits à valeur ajoutée. Car au-delà de l'utilité première de nos stations, c'est une composante du lien social que nous entretenons. Tout est fait pour offrir une expérience en veillant à garder l'expérience client et son amélioration au cœur de notre stratégie de différenciation.

Un message à l'adresse de vos clients et partenaires ?

L'ambition de Vivo Energy est de devenir l'entreprise d'énergie la plus respectée d'Afrique tout en répondant aux standards internationaux de qualité les plus exigeants ■

Flashez ce code avec votre smartphone pour lire l'article



Notation financière :
BGFIBank Gabon
notée A+ et A1+ par
Bloomfield Investment Corporation

LANCEMENT DU CONCOURS PLAN D'AFFAIRES ESTARTUP CHALLENGE 2020

PARTICIPER À L'ESSOR DES CHAMPIONS DE DEMAIN

Ce concours plan d'affaires eStartup a pour objectif d'identifier, de primer et d'accompagner les meilleurs projets de création ou de développement d'entreprises d'au moins deux ans d'existence au Gabon et dont le chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 3 millions de nos francs au moins. Cet appel à projets est ouvert à tout ressortissant Gabonais âgé d'au moins 18 ans. Au démarrage, cinq (5) start-up à primer et en croissance, cinq (5) autres à primer. L'enveloppe des gains est de 300 millions de FCFA TTC. Enfin, le eStartup est un programme d'accélération et d'appui aux start-up dans tous les secteurs d'activités en lien avec le numérique.

Par Dr Nelto Nargongar

Avec le développement des nouvelles technologies, les start-up sont en plein essor sur le continent. Pourtant, 40% d'entre elles font faillite durant leur première année d'existence, notamment en raison d'un manque de financement et de l'absence d'accompagnement. Ce challenge s'inscrit également dans le cadre de la politique globale de soutien de l'État au développement socioéconomique du pays.

Il constitue une initiative et une réponse concrète au renforcement du tissu industriel et entrepreneurial en vue de la création de la richesse et de l'emploi pour les jeunes Gabonais, à travers l'appui financier de la Banque mondiale apporté aux entrepreneurs les plus audacieux et les plus innovants, dans la réalisation de leur projet. Cette démarche vise à faire émerger de nouvelles initiatives et par conséquent une classe des jeunes hommes d'affaires.



DÉVELOPPER UN ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL À TRAVERS LA CRÉATION DE NOMBREUX

INCUBATEURS ET ACCÉLÉRATEURS

En effet, cette initiative répond à la problématique de la croissance du taux de chômage qui dépasse les 30%, d'où

environ 60% des chômeurs sont des jeunes diplômés ou des jeunes ayant abandonné l'école (âgés de moins de 30 ans). La frange la plus touchée est celle des jeunes ayant fait des études supérieures, soit près de 12%, et pour les diplômés de l'enseignement secondaire technique et professionnel. Il s'agit au plan pratique de développer un écosystème entrepreneurial à travers la création de nombreux incubateurs et accélérateurs, des espaces d'accueil des PME et celle d'un guichet unique de création des entreprises (ANPI-Gabon).

Le concours plan d'affaires eStartup challenge est ainsi un des événements majeurs dans le domaine du numérique dans notre pays. Rappelons que la promotion de l'économie numérique est inscrite au rang des leviers importants du plan Stratégique Gabon émergent, en son 3^{ème} pilier autrement dit le « Gabon des services ». Secteur hautement stratégique à bien des égards, l'économie numérique est aujourd'hui incontournable dans un monde devenu de plus en plus compétitif. Outre ces aspects stratégiques, l'économie numérique reste, comme c'est le cas dans plusieurs pays, un gros pourvoyeur d'emplois des jeunes en ce qu'elle favorise l'éclosion des entreprises déjà en activité.

Pour mesurer le rôle et l'importance de la transition numérique, il faut se référer aux décisions du gouvernement qui a œuvré d'arrache-pied pour la mise en place des structures, infrastructures, mécanismes et instruments y relatifs devant conduire à la digitalisation de notre administration et autres secteurs dans la vie quotidienne pour dynamiser davantage le développement de notre pays via la création de plus d'entreprises, de plus d'emplois, et de plus de croissance, tout en hissant notre pays au rang des pays les mieux outillés en matière du numérique.

LE GABON VA PASSER À

LA DIGITALISATION DU SERVICE PUBLIC

C'est fort de ce qui précède que l'état gabonais a sollicité le concours de la Banque mondiale, son partenaire traditionnel au développement pour la mise sur pied du projet eGabon, composante 2, dont l'une des activités phares est ce Concours plan d'affaire dénommé eStartup Challenge. Et cela grâce à un vaste programme d'innovation et d'entrepreneuriat numérique et d'amélioration du système d'information sanitaire, lancé depuis 2017. Actuellement, nos réseaux de téléphonie mobile sont de quatrième génération à la norme 4G. D'importants chantiers d'innovations ont été menés à la digitalisation de nos services des impôts, des douanes, de création d'entreprises (ANPI) ou encore d'immigration (DGI).

Toutes ces réformes audacieuses placent le Gabon aujourd'hui comme l'un des pays d'Afrique où l'administration électronique est la plus développée, avec l'une des meilleures couvertures en infrastructures réseaux. Ces efforts vont être prolongés et intensifiés grâce aux infrastructures numériques développées ces dix dernières années. Mieux, le Gabon va passer à la deuxième phase de ce programme, c'est-à-dire à la digitalisation du service public. L'objectif est de faciliter notre quotidien, en simplifiant au maximum les démarches administratives pour rendre disponible les services de l'État en tout lieu, en tout temps, et avec une efficacité accrue.

C'est la poursuite de cet objectif que le projet eGabon (Gabon électronique), financé par la Banque mondiale, a été lancé en 2016 pour le développement d'un écosystème d'innovations et d'entrepreneuriat numérique en vue de créer un écosystème numérique favorable à la transformation numérique de tous les secteurs de l'administration, du privé et de la société civile. ■

IIEFA : AU PAS DE COURSE POUR LA RENTRÉE 2020-2021

L'IIEFA est un établissement d'enseignement spécialisé dans la formation aux métiers du numérique. En janvier 2020 lors des journées portes ouvertes, l'IIEFA (Institut international d'enseignement et de formation avancés) avait annoncé le début imminent de ses activités. C'est dans cet élan qu'en février 2020, l'institut a ouvert sa première classe dans le cadre d'une formation certifiante pour un groupe de 12 professionnels ayant été formés sur la gestion immobilière durant un mois.

Pour la rentrée 2020-2021, l'institut a ouvert les filières suivantes :

LICENCE (Ingénieur de travaux informatiques)

- Option développement d'applications mobiles
- Option informatique médicale et modélisation
- Option techniques biomédicales et maintenance

MASTER

- Option informatique et management des entreprises.

À cela s'ajoute le soutien scolaire à l'endroit des élèves de la 3^{ème} en Terminal dans les matières scientifiques en ciblant uniquement leurs lacunes en mathématiques, sciences de la vie et de la terre, physique-chimie, français et anglais. La particularité de ce service est de personnaliser le suivi de vos enfants par le coaching, en présentiel et en ligne.

Les inscriptions ont débuté depuis le 1^{er} septembre 2020 pour un début de cours dès novembre 2020. Il est important de souligner que les places sont limitées. ■

Tarifs des frais de scolarité SOUTIEN SCOLAIRE

Frais pour le test de niveau	10.000 F CFA
Coaching / mois : classes de 3 ^{ème} – 2 ^{nde} – 1 ^{ère}	65.000 F CFA
Coaching/ mois : classe de Terminale	85.000 F CFA
Coaching/ mois : module anglais	25.000 F CFA

NB : *Les frais du test ne sont pas remboursables, même en cas de désistement.
* Le module anglais est au choix et demeure une prestation distincte des autres.

Tarifs des frais de scolarité SOUTIEN SCOLAIRE

Frais d'étude de dossier pour tous les niveaux	50.000 F CFA	
Licence	30.000 F CFA le crédit	900.000 F CFA/ semestre et 1.850.000 F CFA / année
Master	35.000 F CFA le crédit	1.050.000 F CFA/ semestre et 2.150.000 F CFA/année

NB : * Les frais d'étude de dossier ne sont pas remboursables.
*Les frais de formation sont réglés par semestre et suivant un échéancier, 450.000 F CFA à l'inscription. Ensuite 150.000 F CFA à la fin du 2^{ème} mois ; 150.000 F CFA à la fin du 3^{ème} mois et 150.000 F CFA à la fin du 4^{ème} mois. Pour le second semestre, on reprend avec la même méthode de versement.

R&H

COMMENT GÉRER EFFICACEMENT VOTRE ÉQUIPE ? LES RÉPONSES DANS CE NOUVEAU LIVRE DE JÉRÉMIE MOTTO AKOMIAN

Gérer une équipe n'est pas la chose la mieux partagée par tous les managers. C'est dans cette optique que Jérémie Motto Akomian a rédigé ce livre intitulé « Comment gérer efficacement votre équipe ? ». En 122 pages, l'auteur, dans un style académique, prodigue un ensemble de conseils pour permettre aux managers de mieux gérer leurs équipes. Raison pour laquelle il s'appuie sur l'adverbe « efficacement », car savoir gérer, savoir organiser n'est pas toujours évident pour les managers débutants.

« Seul on va vite, ensemble on va plus loin »

Chaque manager a déjà eu des moments de rayonnement et de balbutiements dans la gestion des hommes en entreprise. Afin de prévenir ces erreurs de débutants, l'auteur met en exergue plusieurs astuces pour inspirer les managers dans cet exercice ardu. Il illustre son propos et présente sa méthode au moyen de plusieurs citations empruntées à de grands managers, notamment ceux qui ont fait les beaux jours de l'histoire du management, à l'instar de Paul Hersey, Kenneth Blanchard, Daniel Goleman.

Après des études de sociologie du travail et de communication, Jérémie Motto Akomian est désormais un acteur des ressources humaines, formateur certifié dans ce domaine. Il partage ici ses meilleurs ingrédients pour s'en sortir en matière de gestion d'équipes. Seul on va vite, ensemble on va plus loin. Comme il aime bien le dire, « l'équipe, c'est vous, et vous c'est l'équipe » ■

Anicet Martial MBAZOA

EMPLOI: DEFI POST- COVID-19



Nous avons comme à l'accoutumée et conformément à notre programmation annuelle, mis un accent particulier sur l'éducation, l'emploi et la formation, des secteurs essentiels qui constituent les fondamentaux du développement socioéconomique d'une nation. Trois secteurs malheureusement et durement impactés par la crise sanitaire mondiale due à la pandémie de Covid-19.

En effet, nous avons fait face à une crise économique à l'échelle mondiale due au coronavirus avec des répercussions directes sur l'emploi, l'arrêt brutal ou le fort ralentissement des activités engendrant la faillite de plusieurs entreprises et une forte hausse des personnes en situation de chômage. Le Gabon n'est pas en reste et la tendance est plutôt à une récession économique déjà perceptible durant le premier trimestre du début de la crise (avril à juin), où le confinement total et partiel a eu des répercussions sur la création de richesses.

Lorsque l'on évoque le chômage des jeunes au Gabon, affirme un de nos intervenants au dossier, ce qui revient souvent c'est la formule « inadéquation formation-emploi ». S'il est vrai qu'il y a des métiers où il y a plus d'offres que d'autres dans certaines filières, il est malheureusement constaté un manque de compétences et de formations pour ces métiers d'avenir où les opportunités d'emploi sont là !

Et la mission de promouvoir cette adéquation formation/emploi revient de droit à l'État, accompagné par des initiatives privées dans le domaine de la formation professionnelle. L'objectif est de fournir aux étudiants un métier et une compréhension fine des problématiques managériales actuelles à travers des enseignements diversifiés tels que la stratégie, le marketing, l'entrepreneuriat, le contrôle de gestion, le management de projet, les systèmes d'information et de communication, le management des ressources humaines, etc.

L'emploi est un sujet de préoccupation majeur dans notre pays, particulièrement l'emploi des jeunes. Transmettre de solides compétences et donner le goût de la réussite sont des objectifs de formation fixés par le gouvernement et qui s'inscrivent dans la vision du chef de l'État de générer un système éducatif d'excellence au Gabon.

Pour l'État, il faut nécessairement rechercher une adéquation constante de l'enseignement scolaire et professionnel avec les besoins de développement national (adéquation formation/emploi) afin de mettre en place des structures de formation en nombre suffisant dans tous les domaines et la diversité des filières dans l'enseignement secondaire général et technique en vue de les adapter au besoin économique et social du pays. Et la diversité des filières de formation dans l'enseignement secondaire général et technique a été et sera une priorité pour le gouvernement.

Mais au regard des besoins des entreprises pour le recrutement d'un personnel ayant déjà acquis une expérience professionnelle (et c'est le cas à ce jour), il faut, par une volonté politique, rendre obligatoire les expériences de stages durant tout le parcours universitaire. L'alternance en dernière année de Master par exemple doit permettre de favoriser l'insertion des jeunes en entreprise. L'expérience de stage de fin d'études doit être un requis diplômant au même titre que le mémoire pour l'obtention du diplôme.

Chaque étudiant devrait pouvoir bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue de la réalisation de son projet professionnel. Un de nos intervenants reconnaît que nombreux sont les étudiants formés au Gabon qui éprouvent des difficultés à trouver un emploi, non par inadéquation formation-emploi, mais tout simplement par manque d'expérience professionnelle et une vision claire des débouchés de leurs diplômes ■

INTERVIEW DE M. RAYMOND NDONG SIMA, PRÉSIDENT-FONDATEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BISSÉGUÉ

PARTICIPER À LA FORMATION D'UNE JEUNESSE COMPÉTITIVE

Le président-fondateur de l'Université de Bisségué est une personnalité bien connue au Gabon et en Afrique pour avoir été Premier ministre et chef du gouvernement. Économiste, il a décidé de mettre au service de la jeunesse gabonaise et africaine son expertise en créant cette université dont les filières portent essentiellement sur le droit, l'économie, les mathématiques-informatique-statistique et les métiers de l'éducation.

Par Dr Nelto Nargongar

Des domaines clés pour booster l'économie nationale avec la contribution de la jeunesse gabonaise. Mieux, faire valoir l'adéquation formation/emploi. Selon M. Ndong Sima, la meilleure façon d'assurer l'adaptation au marché de l'emploi, c'est d'assurer un bon niveau initial de formation et ainsi préparer l'étudiant à une plus grande flexibilité professionnelle.

ECONOMIE GABON+ : M. Ndong Sima, pouvez-vous nous présenter l'Université de Bisségué et ses différentes filières de formation ? Quelles sont les dispositions prises par votre établissement pour la rentrée académique 2020-2021 alors que la pandémie de la Covid-19 sévit toujours ?

M. Raymond Ndong Sima : L'Université de Bisségué a été créée en 2018 et a ouvert ses portes en septembre 2019. Ses enseignements portent sur quatre filières qui sont : le droit, l'économie, les mathématiques-informatique-statistique, les métiers de l'éducation. Nous avons reçu l'habilitation du ministère de l'Enseignement supérieur à délivrer des diplômes aux niveaux licence et master. Pour la rentrée 2020-2021, nous avons, en plus des tonnelets d'eau permettant de laver les mains à l'entrée des bâtiments, espacé les tables et bancs dans toutes les salles pour respecter une distance suffisante entre les uns et les autres. Enfin, le port du masque est désormais obligatoire dans les espaces communs.

Quelles sont vos stratégies en faveur de l'adéquation formation/emploi au regard des difficultés rencontrées par les jeunes pour effectuer des stages en entreprises ? L'Université de Bisségué est-elle dynamique à ce sujet ?

La meilleure façon d'assurer l'adaptation au marché de l'emploi, c'est d'assurer un bon niveau initial de formation et ainsi préparer l'étudiant à une plus grande flexibilité professionnelle. La spécificité des emplois techniques exige, dans la plupart des cas, une formation de base solide, et un complément de spécialité dans le domaine spécifique de l'emploi. Nous avons choisi d'associer, dans les matières qui le permettent, des professionnels pour des travaux dirigés ou des cours spécifiques. Par exemple en informatique, nous mettons à contribution des ingénieurs informaticiens pour les cours sur les réseaux, la sécurité, etc.

Aujourd'hui le secteur de l'enseignement supérieur fait face à des défis et a des opportunités. Quel sera le mode opératoire de l'Université de Bisségué ?

L'un des enseignements de la Covid-19, c'est le basculement de tout ou partie de l'enseignement par vidéoconférence. Nous sommes en train d'encourager les parents à équiper leurs enfants d'ordinateurs et nous envisageons nous-mêmes de faire dispenser une partie des cours par ces méthodes nouvelles.

Quelles sont les perspectives de formation au sein de l'Université de Bisségué pour la période post-Covid-19 ? Avez-vous déjà dessiné les contours de la relance des activités de votre université ?

Nous avons entièrement bouclé nos volumes horaires de la première année à la mi-août et organisé les examens en conséquence. En moyenne dans les quatre filières, on a tourné autour de 300 heures de cours pour le second semestre : un peu plus pour les mathématiques-

informatique-statistique (320h) et légèrement moins pour le droit (280h). Nous avons bien sûr repris les inscriptions pour l'année académique 2020-2021. Les rattrapages ont également été organisés et les résultats sont disponibles depuis la première semaine de septembre. Nous sommes désormais prêts à reprendre les enseignements.

95% DES ENSEIGNANTS REMPLISSENT LES CONDITIONS POUR CE QUI EST DES LICENCES.

Comment procédez-vous au recrutement de vos enseignants ?

Nous avons démarché les enseignants des différentes universités publiques et obtenu d'eux qu'ils nous consacrent leurs heures disponibles après avoir accompli leurs enseignements réguliers. C'est un point auquel nous avons accordé beaucoup d'importance car c'est la meilleure garantie que le contenu des enseignements est au moins de même niveau que dans les écoles et universités publiques. 95% des enseignants remplissent ces conditions pour ce qui est des licences. Pour les masters et les licences professionnelles que nous allons lancer cette année, ce sera un peu différent. Nous mettrons à contribution beaucoup plus de professionnels.

L'université constitue également un espace où se nouent des relations sociales entre pairs. Comment l'Université de Bisségué pense-t-elle développer les compétences socio-affectives des étudiants et leur civisme ?

L'Université de Bisségué entend accorder une grande importance à la vie associative. Le contexte de la pandémie qui sévit actuellement ne s'y prête pas tout à fait, mais aussitôt que le confinement sera levé, nous y veillerons.

Quelle est votre vision de l'enseignement supérieur à distance dans notre pays ?

Comme je l'ai indiqué plus haut, nous avons eu recours à l'enseignement à distance pour avancer sur nos programmes. Il y a cependant quelques difficultés pour assurer un enseignement en toute équité actuellement. En premier lieu certains étudiants ne disposent pas d'ordinateurs à domicile. Il faut donc convaincre les parents d'investir dans cet équipement pour leurs enfants. Ensuite, tous les étudiants n'ont pas un accès suffisant en qualité et en volume de données. De mon point de vue, la connexion via un téléphone portable n'est pas raisonnable pour suivre un cours de plusieurs heures à distance. Mon espoir est que l'État ouvre une négociation avec les opérateurs de



Raymond Ndong Sima, président-fondateur de l'Université de Bisségué

téléphonie pour mettre sur le marché une puce avec un forfait permettant de supporter des cours en ligne.

Avec la généralisation de l'enseignement à distance, la protection des données et informations personnelles reste un défi à relever. Quelle est la stratégie d'adaptation de votre établissement ?

Nous avons acquis un domaine et attribué à chaque étudiant et à chaque enseignant une adresse personnalisée et un mot de passe. Le questionnaire du site a mis en place les protocoles nécessaires de sécurité. Ceux-ci viennent en complément de la sécurité de Google de qui nous avons reçu l'habilitation à utiliser la gamme de ses produits de la G Suite.

“ **« Choisir l'Université de Bisségué, c'est choisir un créneau relativement classique dans des matières fondamentales qui ouvrent différentes portes en spécialités »**

Quels sont les partenaires avec lesquels vous travaillez pour la crédibilité de vos diplômes ?

C'est le ministère de l'Enseignement supérieur qui assure la crédibilité des diplômes par les normes qu'il définit et les contrôles qu'il exerce. C'est ensuite le corps enseignant composé de plusieurs professeurs de rang magistral, maîtres de conférences, maîtres-assistants et assistants qui conforte cette crédibilité.

Certains tissent des partenariats avec d'autres établissements d'enseignements supérieurs extérieurs. Tel n'est pas encore notre cas. Nous sommes nouveaux et nous ne pouvons pas encore nous prévaloir valablement de tels partenariats.

Pourquoi choisir l'Université de Bisségué et pas une autre ?

Il y a plusieurs raisons de choisir l'Université de Bisségué pour sa formation :

- Parce qu'elle a choisi un créneau relativement classique dans des matières fondamentales qui ouvrent différentes portes en spécialités ;
- Parce que le corps enseignant est vraiment de qualité en mathématiques, en informatique, en statistiques, en économie, en comptabilité, en droit, etc.
- Parce que les conditions de travail sont de qualité avec des salles climatisées, le wifi à tous les étages ;
- Parce qu'elle a encore une taille qui permet de suivre chacun et de garder le contact avec le référent de chaque étudiant ;
- Parce qu'elle a l'ambition de préparer les étudiants à la compétition et donc à la qualité.

Un message à l'adresse des étudiants et des enseignants pour cette reprise annoncée ? Êtes-vous prêts pour cette reprise 2020-2021 ?

L'Université de Bisségué a été ouverte pour participer à la formation d'une jeunesse compétitive. Elle a réuni à cet effet les conditions pédagogiques nécessaires à un bon enseignement. Elle est intéressée par des étudiants qui croient au travail et qui aspirent à la qualité. Elle est prête pour la reprise des cours au titre de l'année académique 2020-2021. A ceux qui s'inscrivent dans cette logique, elle souhaite la bienvenue ■

“ **« L'un des enseignements de la Covid-19, c'est le basculement de toute ou partie de l'enseignement par vidéoconférence. Nous sommes en train d'encourager les parents à équiper leurs enfants d'ordinateurs... »**

MANAGEMENT - L'ADÉQUATION FORMATION-EMPLOI

SANS EMPLOI, ENTREPRENDRE AU GABON SANS EXPÉRIENCE EST UNE VÉRITABLE GAGEURE !

À l'instar de plusieurs pays africains, le Gabon fait face à l'inadéquation formation/emploi. Nombreux jeunes diplômés éprouvent des difficultés à trouver un emploi au regard de leur formation. De cette situation résulte une prolifération de petites et moyennes entreprises (PME) et petites et moyennes industries (PMI) créées par ces jeunes diplômés ou des chômeurs reconvertis, pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Tirer son épingle du jeu dans cette jungle du marché du travail n'est pas une mince affaire.

Par HD

L'une des missions de l'ONE est d'assister les personnes à la recherche d'un emploi ou d'une formation pouvant faciliter leur insertion ou réinsertion professionnelle. Mais également de contribuer à la lutte contre le chômage par la mise en place de stages spécifiques de formation en vue du perfectionnement ou de la reconversion des membres des publics cibles, en fonction des opportunités d'emplois disponibles ou potentiels.

Une formation classique ne garantit plus l'obtention immédiate d'un emploi au sortir d'une école ou d'une université. À l'instar d'autres pays d'Afrique, véritables mosaïques de personnes et de biens de consommation, le marché du travail au Gabon connaît aujourd'hui une véritable explosion. La crise économique n'aidant pas, les jeunes font preuve d'imagination et de créativité pour conjurer les démons de l'inactivité, de l'oisiveté et de la pauvreté en s'adonnant à des petits commerces (arachides, fruits et légumes, cigarettes, friperie...) et rivalisant avec les tenanciers des gros commerces et l'import-export.

Et s'il est vrai que l'objectif est de se faire le plus d'argent possible, les moyens pour y parvenir sont pour le moins, parfois, douteux et hasardeux. Comment en serait-il d'ailleurs autrement quand on sait qu'à la question de savoir ce qu'ils font dans la vie et à quoi se résument leurs activités, beaucoup de ces « hommes d'affaires » vous répondent, pour reprendre une certaine expression consacrée : « Je me débrouille. »

LE BUSINESS POUR AMATEURS

Si l'amateurisme caractérise nombre de jeunes qui choisissent de se lancer dans les affaires, on ne saurait continuer à se comporter au 21^e siècle comme si on était encore à l'ère du troc. Les marchés gabonais sont envahis par des produits finis en provenance de l'étranger : du fait de la mondialisation des échanges. Il est urgent qu'au Gabon en général, en Afrique, l'on tourne le dos aux méthodes artisanales de commerce

pour se mettre au diapason de la mouvance internationale.

L'un des griefs des hommes d'affaires étrangers à l'endroit de leurs partenaires Gabonais, c'est l'impréparation de ces derniers ainsi que l'impression qu'ils donnent de ne pas savoir exactement ce qu'ils veulent. Vous avez là un facteur qui renforce le scepticisme de l'étranger à faire affaire avec certains Gabonais.

LES RÈGLES DU BUSINESS SONT À RESPECTER

La réussite dans les affaires est conditionnée par le respect d'un certain nombre de règles dont la préparation adéquate, la patience, un esprit d'entreprise et une foi inébranlable dans le projet qu'on entreprend. La tendance générale en Afrique aujourd'hui, c'est que beaucoup de jeunes se lancent dans les affaires par mimétisme sans vraiment y croire.

Adrien Mboumba voit Faubert Essono réussir dans la vente des objets d'art et lui demande son capital de départ. 1,5 million de francs CFA, lui répond Faubert. Sans réfléchir, Adrien appelle son oncle Félicien Mvouna et lui demande la même somme pour, lui aussi, démarrer dans une affaire qu'il croit juteuse. Deux semaines plus tard, il n'obtient pas les résultats souhaités.

Réussir dans le monde du business nécessite des efforts pour mettre toutes les chances de son côté. Pour cela, un changement des mentalités s'impose si l'on souhaite se faire une place au soleil sur le plan national et celui international.

L'observation de quelques principes de business est tout aussi importante. Pour les investisseurs avertis, on ne saurait se lancer dans les affaires sans une connaissance préalable de l'environnement socio-culturel dans lequel on compte investir. Une étude de marché est donc nécessaire pour évaluer, entre autres, la clientèle cible, les besoins qualitatifs et quantitatifs de cette clientèle, son pouvoir d'achat.

Une fois cette étape franchie, il faut élaborer et mettre sur pied une stratégie de communication qui permette, non seulement de vous faire connaître, mais

aussi et surtout d'atteindre ces clients potentiels, de les convaincre de la nécessité d'acheter vos produits. Toutes ces informations doivent figurer dans un dossier à présenter à un banquier pour une demande de capital de départ. Ce dossier devrait comprendre aussi une section réaliste sur l'organigramme de l'équipe de démarrage ainsi que les besoins logistiques.

Les chances de réussite dans les affaires dépendent de la détermination, de l'honnêteté et de l'ouverture d'esprit



des candidats à cette aventure humaine. Il faut être ambitieux, se mettre au diapason des nouvelles technologies et

surtout se dire que le succès vient à qui sait attendre. Ces principes constituent la clé du succès dans le business ■

poo&no



ÉTUDE, INGÉNIERIE, BTP & CONSTRUCTION
FOURNITURE DE MATERIAUX
GESTION, FINANCEMENT DES PROJETS

3ème Étage, Immeuble BABONEAU, Rue Mme PECQUEUR,
derrière Gabon Mining Logistics / B.P. 26 030 Libreville - GABON
Tél.: +241 074 080 877 - 066 227 588 / Email : edwerdyao@gmail.com

ÉDITORIAL DU COMITÉ DE PILOTAGE

INTENSIFIER LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME ET LEUR AUTONOMISATION

Notre pays a toujours considéré le sujet de l'égalité comme un enjeu majeur pour le développement des droits humains mais aussi pour le progrès économique. Les citoyennes constituent les piliers de nos foyers, de nos communautés, de notre concorde nationale.

Au cœur du pacte social et républicain, l'égalité entre les femmes et les hommes a particulièrement été consacrée par le Président de la République avec la mise en place de la décennie de la femme gabonaise en 2015.

Cette marque d'engagement du Chef de l'État envers les citoyennes a engagé les institutions gabonaises dans un travail d'intensification de la promotion et la protection des droits de la femme et de promotion de leur autonomisation.

Pour accompagner notre pays sur cette voie, déterminante pour le progrès économique et social et le développement inclusif de notre nation, nous avons souhaité, par un travail de diagnostic et de recommandations, témoigner de notre appui, plein et entier, aux combattants et combattantes de l'égalité.

Nous avons tenu, à travers la publication de nombreuses données inédites et de témoignages édifiants, à être aux côtés de celles et ceux disposés à bâtir les conditions de réussite des Gabonaises : par des politiques publiques modernisées, par des textes de loi ajustés, par des moyens revisités, par des initiatives de protection, d'accompagnement, de sensibilisation de proximité amplifiées.

Parce que ce sujet doit faire l'objet d'interventions et d'im-

pulsions au plus haut niveau, en soutien des acteurs privés, de la société civile et des citoyens, il revient aujourd'hui à l'État de préserver les avancées acquises au fil du temps et de les renforcer là où elles sont encore insuffisantes.

Parce que si l'égalité a progressé dans le droit, elle doit encore progresser dans les faits, dans nos quotidiens. En se fondant sur un état des lieux des droits des femmes et des inégalités femmes-hommes au Gabon au cours duquel de nombreuses personnalités représentant la diversité des sensibilités gabonaises ont été consultées, ainsi que sur des travaux de benchmark menés auprès de seize pays, l'étude menée propose de faire du Gabon un modèle d'égalité femmes-hommes et des droits des femmes en Afrique et établit une feuille de route structurant la mise en place de 33 mesures

pour y parvenir sur un calendrier de trois ans.

Ces conclusions et recommandations que nous partageons aujourd'hui sont le fruit d'un travail collectif et plus particulièrement d'une époque qui n'accepte plus, qui ne tolère plus, qui ne se tait plus.

Parce qu'il n'est jamais trop tôt ou trop tard pour agir, nous invitons les citoyennes et les citoyens, aux côtés de l'État et de la société civile, à se mobiliser pour que ce moment soit celui de toutes les Gabonaises et de tous les Gabonais.

Notre responsabilité est et sera collective. ■

Source : comité de pilotage du projet de refonte des droits des femmes au Gabon



LES DROITS DES GABONAISES, UN ENJEU RÉPUBLICAIN

ÉTAT DES LIEUX FACTUEL DES INÉGALITÉS FEMMES/HOMMES, ACTIONS ET RECOMMANDATIONS MAJEURES

La promotion des droits des femmes et la réduction des inégalités femmes-hommes sont les clés pour le développement futur du Gabon. Ce sont en effet des enjeux majeurs pour les démocraties actuelles et pour le développement des droits humains mais aussi pour le progrès économique. Elles constituent ainsi des prérequis à une croissance soutenable et durable.

Par la Rédaction

Parmi les pays d'Afrique subsaharienne, le Gabon figure déjà en bonne position en matière de participation des femmes à la vie politique avec le renforcement de la réglementation et l'émergence de personnalités féminines. Par ailleurs, le Gabon a également l'un des taux de scolarisation au primaire les plus élevés d'Afrique. Cependant, d'importantes inégalités juridiques, sociales et économiques femmes-hommes subsistent.

« Les femmes n'ont jamais autant participé à la vie publique. Elles n'ont jamais autant contribué à faire respirer et évoluer notre société. » Extrait du discours du Chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance du Gabon, le 16 août 2020.

Piliers des communautés, les femmes rencontrent toujours de nos jours une série d'obstacles d'ordre social, économique, culturel, qui limite leur contribution à la société et à l'économie. Elles affrontent par ailleurs plus spécifiquement, quotidiennement et à grande échelle, des situations de vulnérabilité, se traduisant par la banalisation des discriminations, du harcèlement ou du chantage sexuel et des violences domestiques.

Face à ces constats, la République gabonaise, par l'engagement du Président de la République et de la Première dame, a fait le choix de faire du Gabon un modèle de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes en Afrique. L'instauration de la décennie de la femme par le Chef de l'État et l'émergence à des personnalités féminines à très haut niveau de la société, s'inscrivent dans cette dynamique de protection des citoyennes et de mise en place d'un cadre global en faveur de l'égalité des droits.

2015-2025 : LA DÉCENNIE DE LA FEMME GABONAISE

que le pays pourrait lever ces obstacles en dix ans et faire en sorte que les femmes réalisent leur plein potentiel. Ce plan décennal a notamment pour objet d'intensifier la promotion et la protection des droits de la femme, de promouvoir leur autonomisation et de renforcer progressivement l'arsenal juridique contre les dispositions discriminatoires à l'égard des femmes. Cette décennie est assortie d'un ministère dédié.

LA RÉPUBLIQUE GABONAISE ENGAGÉE POUR LES DROITS DES FEMMES

Le Gabon peut s'appuyer sur des acquis réels pour améliorer la situation des femmes. Des initiatives structurantes ont été prises à plusieurs niveaux pour promouvoir les droits de la femme et une plus grande égalité femmes-hommes, avec le renforcement de la réglementation et l'émergence de personnalités féminines.

MISE EN PLACE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PROGRAMME « ÉGALITÉ DES CHANCES »

- Création d'une Direction générale de l'égalité des chances
- Offrir aux femmes en particulier des politiques spécifiques d'appui dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, des micro-crédits mais aussi de la protection contre la discrimination et les violences conjugales.

FONDATION SYLVIA BONGO ONDIMBA : 10 ANS D'ACTION AU SERVICE DES FEMMES

La Fondation Sylvia Bongo Ondimba a été créée à l'initiative de la Première Dame du Gabon en 2011. Elle agit pour l'émergence d'une nation unie et solidaire offrant à chacun la place qu'il mérite dans la société. Sa mission est d'encourager tous les Gabonais à devenir les premiers acteurs de leur propre réussite, afin que tous bénéficient des nouvelles opportunités du développement.

Les principes d'action de la Fondation s'articulent autour de 6 piliers :

- Sensibiliser le plus grand nombre aux thématiques négligées en se faisant la voix des sans-voix.
- Mobiliser les acteurs économiques et politiques en leur permettant de s'engager dans une démarche active, au niveau national, régional et international.

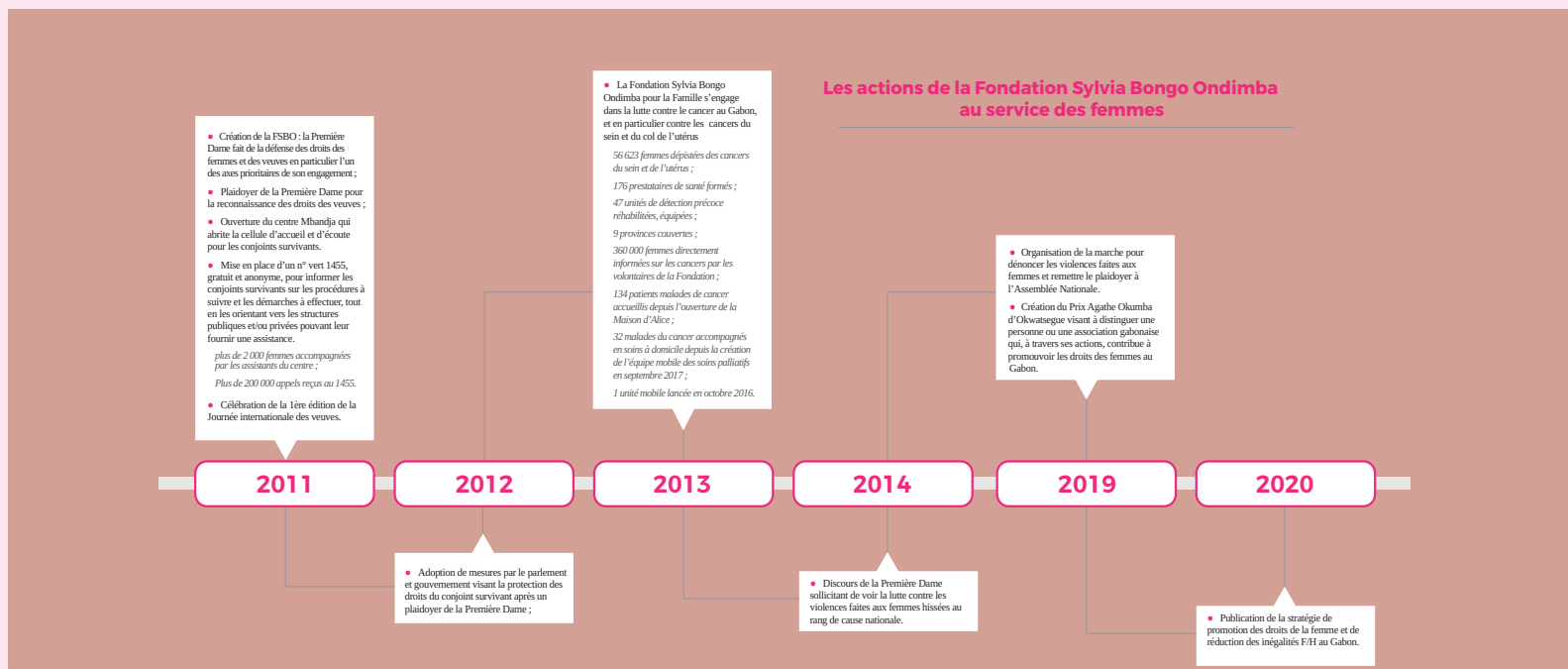
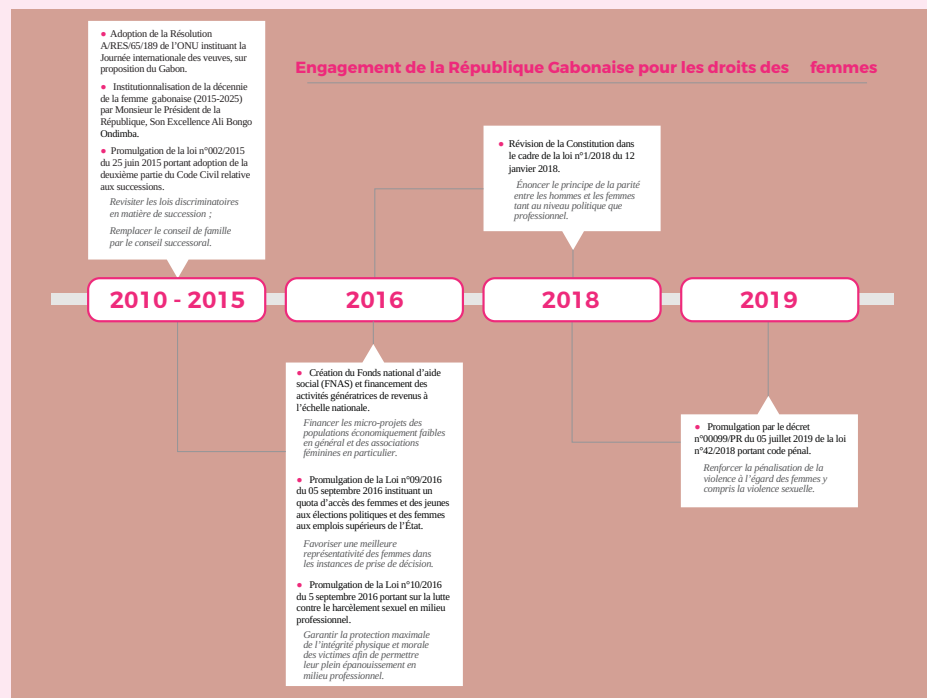


La Première Dame, présidente de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba (FSBO)

- Agir par la mise en place de projets concrets au plus près des besoins exprimés par les populations.
- Innover en proposant des solutions créatives et durables tournées vers l'excellence.
- Inscrire leur travail dans une logique de développement durable, conjuguant développement économique, social et écologique.

- Montrer le chemin par des projets pilotes et inciter à les reproduire à plus grande échelle.

Depuis sa création, la Fondation est à l'origine de plusieurs projets d'envergure pour les droits des femmes au Gabon comme notamment Agir contre le Cancer, Solidarité Veuves ou Toutes les mamans comptent ■



DROIT DE LA FEMME À L'ÉDUCATION

ACCOMPAGNER LES JEUNES FILLES ENCEINTES ET LES JEUNES MÈRES À LUTTER CONTRE L'ABANDON SCOLAIRE

Le droit à l'éducation et à la liberté d'enseignement appartient aux droits et libertés fondamentales de l'Homme et sont à la base de la société démocratique. L'éducation de la personne est la condition indispensable à l'exercice des droits civils et politiques. Pour être en mesure de faire usage des droits personnels, il faut disposer d'un savoir-faire et de connaissances appropriées.

Par Dr Nelto Nargongar

Conformément aux déclarations et conventions internationales des droits et libertés fondamentaux, il y a des droits classiques qui interpellent l'État à garantir le développement libre de la personnalité à travers l'éducation. Et c'est dans ce contexte que l'État n'a pas le droit ni de contrevenir, ni d'empêcher ou restreindre ce droit. C'est pourquoi, le droit à l'éducation est également un droit social qui implique un droit de l'individu à disposer de possibilités éducatives appropriées (une créance face à l'État).

Dans le domaine de l'éducation, l'accès à l'école est paritaire, la scolarisation des filles atteignant des niveaux élevés au niveau du primaire. Dans ce contexte, la déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (7/11/1967 en son Art.9) recommande et exige que toutes mesures appropriées soient prises pour assurer aux jeunes filles et aux femmes, mariées ou non mariées, des droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation à tous les niveaux. Au Gabon, depuis l'indépendance, ces mesures ont été prises pour l'accès de tous à l'éducation. Les données mises à notre disposition par le Pr Patrick Mouguiama Daouda, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, du Transfert de Technologies, de l'Éducation Nationale, chargé de la Formation civique, nous confortent dans la mise en pratique de la politique éducative de l'État.

En effet, dans notre pays, certaines données, a affirmé le Ministre, inciteraient à l'optimisme. Pour preuve, l'indice de parité est quasiment de 100% au primaire et d'environ 110% au secondaire en faveur des filles. Le caractère obligatoire de l'éducation et de la formation, pour tous les enfants sans discrimination de sexe, pourrait expliquer ces chiffres, assurément flatteurs. En effet, la loi du 9 août 1966 portant organisation générale de l'enseignement dans la République Gabonaise assure, en principe, la neutralité scolaire par l'égalité des chances entre les sexes, les origines et les conditions sociales. Et le caractère obligatoire de l'école, qui se situait dans un intervalle d'âge allant de 6 à 16 ans, est désormais passé de 3 à 16 ans.



■ Pr Patrick Mouguiama Daouda, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, du Transfert de Technologies, de l'Éducation Nationale, chargé de la Formation civique

Ce sont des avancées, renchérit le Ministre, que le taux d'alphabétisation soit aujourd'hui, de 83,2% pour toute la population, soit 85,3% pour les hommes et

81% pour les femmes. Aussi, peut-on ajouter les 53,41% d'apprenants de sexe féminin dans les 11 centres d'alphabétisation, pour la période allant de 2014 à 2019. Accueillant



■ Campagne Génération Égalité au Gabon

aussi bien les femmes que les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées, ces structures offrent l'opportunité de se réapproprier les connaissances et les compétences de base en vue de leur autonomisation. Il y a été expérimenté un projet d'alphabétisation fonctionnelle destiné aux jeunes filles dans les métiers autrefois réservés exclusivement aux garçons, tels que, la mécanique ou encore la maçonnerie.

Au vu de ces premières données, le tableau de la situation gabonaise paraît radieux. Toutefois, il ne faut pas tomber dans un optimisme béat car la répartition des genres en tenant compte des niveaux, cycles, filières et diplômes dévoilent une situation défavorable aux filles. L'analyse des résultats des examens et concours de cette année est fort édifiante. On perçoit nettement la sous-représentation des filles dans les filières scientifiques et, a contrario, leur surreprésentation dans les filières littéraires.

On comptait cette année 626 candidats de sexe masculin pour le bac C contre 249 de sexe féminin. Et pour le Bac A2, 476 filles pour 258 garçons. Une situation analogue est observée pour les séries industrielles avec une prépondérance des garçons. Le constat est clair : les filles sont encore bien moins nombreuses que les garçons dans les filières à fort taux d'employabilité.

Selon l'analyse des répartitions du genre pour les différentes fonctions dans les établissements du public, l'on observe que sur un total de 519 postes incluant les directeurs d'académie, chefs de circonscriptions, proviseurs, principaux, censeurs et intendants, il y a 393 hommes pour 126 femmes. Les chefs d'établissements sont des hommes, à plus de 70%. Et ceux des circonscriptions à plus de 90% ! Les universités et grandes écoles s'inscrivent dans cette tendance lourde puisque sur les 10 établissements du supérieur deux seulement sont dirigés par des femmes.

« Les faits sont têtus et la vérité est concrète. Les inégalités du genre persistent dans notre pays. Certes des progrès ont été accomplis mais nous devons faire mieux et plus pour réparer cette injustice. C'est pourquoi, Madame la Première Dame, la stratégie qui a été mise en place à votre initiative est salutaire. Elle s'inscrit dans une vision qui se déploie, depuis plus d'une décennie, et dont les Gabonais sont les témoins ; et les plus vulnérables d'entre eux, les premiers bénéficiaires » a conclu le Pr Patrick Mouguiama Daouda dans une note d'espoir en référence aux actions menées par la Fondation Sylvia Bongo Ondimba (FSBO) en faveur de la gente féminine.

LES GROSSESSES PRÉCOCES SONT RÉCURRENTES ET TÉMOIGNENT DE LA BANALISATION

DES VIOLENCES SEXUELLES EN MILIEU SCOLAIRE

Ces grossesses ont un impact négatif sur la scolarité et donnent lieu à des redoublements ou à l'abandon scolaire des élèves-mères dans plus de 50% des cas. Depuis 2004, le Gabon s'efforce de permettre aux jeunes filles de retourner à l'école après l'accouchement, cette politique progressiste vise à améliorer l'existence et le futur de ces jeunes femmes. Mais cette mesure salutaire et louable devrait aussi prendre en compte la responsabilité des jeunes garçons qui sont à l'origine de ces grossesses précoces. Ces derniers sont exempts de toute sanction et récidivent avec les autres filles de leur établissement.

Compte tenu des difficultés auxquelles sont confrontées les jeunes filles, le retour à l'école devrait faire l'objet d'une attention particulière. En outre, les grossesses précoces sont également le témoin de l'importance et de la banalisation des violences sexuelles en milieu scolaire, puisque les relations intergénérationnelles, consenties ou issues d'un rapport de domination, sont à l'origine d'environ 40% des grossesses précoces.

Abandon scolaire des élèves-mères dans plus de 50% des cas.

Bien que des dispositifs d'éducation sexuelle et de prévention des violences existent dans les collèges et lycées, au travers des programmes de l'éducation nationale et des actions de sensibilisation des ONG, ces dispositifs ne semblent pas suffisants compte tenu de l'ampleur de ces problèmes.

Les actions de sensibilisation réalisées dès le primaire et de manière extrêmement ciblée constituent des pistes d'amélioration de l'enseignement des sciences sexuelles et de la reproduction.

Concernant les violences en milieu scolaire, elles ne semblent pas faire l'objet de poursuites et il n'existe pas de dispositif légal préventif et répressif spécifique pour ce type de violences. Toutefois, des mesures peuvent être prises au niveau des responsables de l'établissement pour sanctionner l'auteur de ladite grossesse, en lui imposant d'accompagner la fille pendant sa période de grossesse ou d'accouchement jusqu'à son retour à l'école. Certains pays africains l'ont expérimenté avec de bons résultats.

Ce n'est qu'une mesure dissuasive afin de calmer les ardeurs des uns et des autres. Quant à la Fondation Sylvia Bongo Ondimba, elle recommande plutôt d'accompagner les jeunes filles enceintes et jeunes mères pour lutter contre l'abandon scolaire, et de renforcer les dispositifs d'éducation sexuelle en milieu scolaire ■

Scolarité des filles fortement affectées par les grossesses précoces qui concernent ~ 50% des 15-19 ans

LES FEMMES RÉCLAMENT JUSTICE

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES :
FAIRE VIOLENCE À UNE FEMME,
C'EST SE FAIRE VIOLENCE

Les femmes gabonaises sont confrontées à plusieurs formes de violence avec une forte prévalence des violences sexuelles et économiques. Ainsi, les femmes représentent 90% des victimes de violences sexuelles et 83% des victimes de violences économiques.

Par la rédaction



■ Photo de famille lors de la cérémonie de remise officielle au Président de la République de la stratégie de promotion des droits de la femme et de réduction des inégalités femmes/hommes au Gabon

C'est pour dénoncer cette triste réalité que la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la Famille avait organisé une marche pour briser le silence, à l'occasion de la Journée nationale de la femme du 17 avril 2019 à Libreville. En effet, cette dernière a marqué au Gabon, le respect, la solidarité, la gratitude, la confiance d'un pays envers ses femmes. C'est une promesse de femmes et d'hommes qui s'élèvent pour dire « Assez ! Maintenant, la violence doit s'arrêter ». C'est une énergie, une plate-forme, un mouvement national, un catalyseur, une décision nationale de mettre fin à la violence contre les femmes, une demande de justice, un changement de paradigme.

La marche initiée par la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille (FSBO), s'est déroulée du Rond-point de la Démocratie, jusqu'à l'Assemblée nationale où la Première Dame a déposé un plaidoyer en faveur des droits des femmes et l'Enquête nationale sur les violences basées sur le genre. La mobilisation a réuni, aux côtés de la Première Dame et de



« Cela ne peut perdurer. Nous marchons pour dire NON. NON à la violence faite aux femmes particulièrement aux violences conjugales. NON à l'impunité des bourreaux »

milliers de citoyens et citoyennes, plusieurs membres du gouvernement, de la société civile et des représentants des confessions religieuses.

« Nous sommes venus vous dire qu'une partie de ce peuple est maltraitée, violente, violée. Cela ne peut perdurer. Nous marchons pour dire NON. NON à la violence faite aux femmes

particulièrement aux violences conjugales. NON à l'impunité des bourreaux », a dénoncé la Première dame. S'adressant par la suite au Président de l'Assemblée nationale, Sylvia Bongo Ondimba a rappelé aux députés combien de fois leur travail sur le terrain devrait participer à la sensibilisation des populations et électeurs dont ils sont les représentants.

« C'est le parlement qui est sur le terrain de la sensibilisation des électeurs. C'est lui qui est au contact aussi bien des auteurs que des victimes des drames que nous dénonçons. C'est le Parlement qui prend des textes en partage avec le gouvernement et veille à leur application », a-t-elle avancé. « Il est temps que le Parlement sorte des infractions générales en mettant en place une législation spécifique répressive avec des circonstances aggravantes concernant les violences faites aux femmes pour dissuader les auteurs de ces barbaries. Il est temps que le peuple gabonais revienne aux valeurs fondamentales du respect de la vie, de l'intégrité corporelle, de préservation de la famille. »



« UN TRAVAIL DE DIAGNOSTIC À 360° EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES AU GABON »

A la suite de cette marche sans précédent, la Fondation SBO a initié un travail de diagnostic durant une année en collaboration avec des experts nationaux ainsi que le cabinet de conseil stratégique Roland Berger et le cabinet d'avocat Norton Rose Fulbright. Tout au long du processus, des échanges réguliers ont été organisés avec les représentants des ministères et administrations publiques, des chambres (Assemblée nationale et Sénat), de la Magistrature, des entreprises privées et publiques, des représentants des lieux de cultes et des ONG dans une volonté de couvrir et intégrer les points de vue émanant de l'ensemble du territoire (Estuaire et provinces).

LES FEMMES REPRÉSENTENT 90% DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET 83% DE VIOLENCES ÉCONOMIQUES

Ces travaux ont par ailleurs été complétés par la réalisation d'un benchmark international sur la question du droit des femmes dans 16 pays, particulièrement en Afrique et en Asie, avec pour objectif de recenser les apprentissages des politiques et dispositifs menés dans les pays aux caractéristiques de développement politique et économique similaires. Cette consultation élargie et ce travail de benchmark international a permis l'émergence d'un diagnostic inédit concernant les inégalités femmes-hommes au Gabon.

« L'homme et la femme sont deux gouverneurs du monde. Ignorer le rôle de la femme est une grave erreur et le Gabon l'a compris en mettant la femme à la place qu'elle mérite à tous les niveaux. Permettre aux hommes et aux femmes de sortir toutes leurs potentialités intrinsèques et faire taire toutes sortes d'inégalités, c'est le combat noble de la société civile. C'est pourquoi cette dernière se félicite



« Il existe peu de structures offrant aux victimes de violences une prise en charge médicale et psychosociale. »

de la stratégie de réduction des inégalités » a affirmé Mme Honorine Nzet Biteghe, Magistrat, Présidente de l'Observatoire des droits de la femme et de la parité (ODEFPA) et membre du comité de pilotage.

Ce diagnostic a permis de révéler une série d'insuffisances au niveau de la prise en charge juridique, sanitaire et psychologique des victimes de violences. L'absence d'une loi spécifique aux violences subies par les femmes et qui offrirait un régime adapté pour les violences basées sur le genre au Gabon reste à déplorer. Jusqu'à présent, la répression des types de violence se fait exclusivement sur la base des dispositions du Code pénal qui n'est pas toujours adapté pour permettre une prévention et une répression efficaces ainsi qu'une protection des victimes.

Les femmes rencontrent également des difficultés lors de la prise en charge judiciaire, ce qui entrave la reconnaissance de ces violences. Dès les premières étapes de la prise en charge judiciaire, la police ne dispose pas des moyens humains et techniques pour couvrir le territoire de manière adéquate et les personnels de police ne sont pas tous formés à la prise en charge de ce type de violence.

Par ailleurs, les femmes en situation de veuvage (largement majoritaires parmi les conjoints survivants) subissent des pratiques extrêmement discriminatoires avec notamment le lévirat qui consiste à épouser le frère du défunt mari. Il existe peu de structures offrant aux victimes de violences une prise en charge médicale et psychosociale.

Pour avancer dans la recherche des solutions, la stratégie fait des recommandations majeures telles que l'adoption d'une loi spécifique relative aux violences faites aux femmes dans laquelle la spoliation des veuves serait assimilée à une violence économique et assortie de sanctions pénales et de mesures de protection, et l'amélioration de la prise en charge juridique des victimes en facilitant la procédure d'accueil dans les commissariats et en mettant en place des cliniques juridiques pour les accompagner dans le dépôt de la plainte.

Enfin, il a été recommandé de créer un refuge pour les femmes victimes de violences et leurs enfants qui leur offrirait une solution d'hébergement d'urgence, les orienterait vers les structures adéquates pour engager des démarches judiciaires et les accompagnerait vers l'indépendance économique.

Pour la plupart de ces mesures, il est proposé une phase pilote puis une phase d'élargissement, précédant le déploiement total des mesures recommandées sur une période de trois années, entre 2020 et 2023. Pour en accompagner son déploiement, le plan d'action se fonde sur un dispositif à trois niveaux : terrain, suivi et pilotage ■

7^e ÉDITION D'OCTOBRE ROSE DU 1^{ER} AU 31 OCTOBRE 2020

BILAN SATISFAISANT DE LA PRISE EN CHARGE GRATUITE DU DÉPISTAGE ET DES DIFFÉRENTS EXAMENS

Au Gabon, Octobre Rose est une initiative insufflée par la Première Dame, Sylvia Bongo Ondimba, à travers le programme Agir contre le Cancer de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba (FSBO).

Par la rédaction

Le ministre de la Santé, Guy Patrick Obiang Ndong, a effectué une visite de contrôle des Centres hospitaliers universitaires accompagné des membres du Programme national de protection et contrôle contre les cancers (PNPCC) afin de s'assurer de l'effectivité du démar-

rage des activités de la 7^{ème} édition d'Octobre Rose dans les structures sanitaires de Libreville.

De cette visite, il ressort que les unités dédiées à ces activités sont opérationnelles tant au plan organisationnel que technique. Le bilan des prestations de cette

première journée donne un total de deux cent quarante (240) femmes dépistées dont cent (100) femmes pour le cancer du col et cent quarante (140) pour le sein. Parmi ces femmes, trois (3) ont été référées dont une (1) pour le cancer du sein et deux (2) pour le cancer du col de l'utérus. Les activités de sensibilisation ont concerné trois cent soixante-quatorze (374) personnes dont trois cent trente-neuf (339) femmes et trente-cinq (35) hommes.

« Nous avons une organisation qui permet que le dépistage soit

effectif tout au long de l'année. »

Au terme de sa visite, le ministre a relevé que « le Gabon célèbre cette année la 7^e édition de la campagne Octobre Rose, au cours de laquelle les actions de sensibilisation, de promotion et de dépistage sont intensifiées. Nous avons une organisation qui permet que le dépistage soit effectif tout au long de l'année. Bien qu'il faille susciter la mobilisation des femmes à faire le dépistage, il faut aussi tenir compte de ce que celui-ci doit se faire

dans le strict respect des mesures barrières, notamment le port du masque, la distanciation physique et le lavage des mains afin d'éviter toute contamination. »

Il a également invité les populations à démystifier le cancer : « Le cancer est synonyme de mort dans notre pays. Mais grâce aux efforts de la Première Dame et son plaidoyer, nous avons pu dédramatiser le cancer et faire en sorte qu'il ne soit plus perçu comme une fatalité mais comme de l'espoir ; l'espoir grâce au personnel qui a été formé pour une meilleure prise en charge des patientes et aux plateaux techniques améliorés. » Rappelons que la prise en charge est gratuite aussi bien pour le dépistage que pour les différents examens qui seront réalisés durant le mois d'octobre ■

ENTRETIEN AVEC DOCTEUR PROSPER METOUGUE NANG, COORDONNATEUR DES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET PÉDAGOGIQUES

FORMER DES PROFESSIONNELS POLYVALENTS POUR LES ENTREPRISES

C'est dans ce contexte que Libreville international business school (LIBS) a tissé des partenariats avec un réseau d'entreprises qui participent également à l'évaluation de ses étudiants. Un parfait mariage pour offrir aux étudiants un métier et une compréhension fine des problématiques managériales actuelles à travers des enseignements diversifiés tels que la stratégie, le marketing, l'entrepreneuriat, le contrôle de gestion, le management de projet, les systèmes d'information et de communication, le management des ressources humaines, etc.

Par Dr Nelto Nargongar

ECONOMIE GABON+ : Docteur Prosper Metougue Nang, vous êtes coordonnateur des activités administratives et pédagogiques de Libreville international business school (LIBS). Pouvez-vous nous présenter votre établissement et ses différentes filières de formation ? Pourquoi l'appellation de « Libreville international business school » ?

Dr. Prosper Metougue Nang : Au nom de la fondatrice de Libreville international business school (LIBS) et de toute l'équipe administrative et pédagogique, je tiens d'abord à vous remercier pour l'opportunité que vous nous accordez à travers cette tribune, pour présenter notre offre de formation au grand public, et surtout aux chefs d'entreprises qui sont les utilisateurs des ressources humaines que nous formons.

Libreville international business school est une école supérieure de commerce privée habilitée par l'État. Elle s'inscrit dans le paysage universitaire gabonais pour répondre aux objectifs de formation fixés par le gouvernement.

Notre formation se structure autour des filières suivantes :

- 1/ Entrepreneuriat et innovation.
- 2/ Management des entreprises agricoles.
- 3/ Techniques de commercialisation des produits agroalimentaires.
- 4/ Qualité, hygiène, sécurité et environnement.
- 5/ Comptabilité, finance, audit et contrôle de gestion.
- 6/ Ingénierie de la protection sociale et mutuelle.

- 7/ Logistique et transport
- 8/ Gestion des ressources humaines et communication.
- 9/ Métiers du tourisme et commercialisation des produits touristiques.
- 10/ Management des projets.
- 11/ Management des entreprises et des organisations.
- 12/ Management juridique et relations internationales.

À travers cette offre de formation, LIBS veut avoir un positionnement original sur le marché de l'enseignement supérieur privé au Gabon. Il propose un programme ouvert sur l'ensemble des disciplines fondamentales tant du secteur secondaire que du secteur tertiaire et nécessaires à la conduite et à la gestion des entreprises. L'objectif est de fournir aux étudiants un métier et une compréhension fine des problématiques managériales actuelles à travers des enseignements diversifiés tels que la stratégie, le marketing, l'entrepreneuriat, le contrôle de gestion, le management de projet, les systèmes d'information et de communication, le management des ressources humaines, etc. Cette ouverture permet une polyvalence solide très appréciée des entreprises. LIBS vise également à offrir un chemin de spécialisation.

Les étudiants choisissent dès leur entrée à LIBS un parcours de spécialisation parmi ceux proposés :

- Diplôme de technicien supérieur (DTS) pour les salariés et les fonctionnaires
- Diplôme universitaire de technologie (DUT) ouvert uniquement aux étudiants.

- Cycle licence professionnelle
- Cycle master professionnel.

UN EFFECTIF À TAILLE HUMAINE POUR UNE MEILLEURE FORMATION DES PROFESSIONNELS

Ces parcours ont été pensés en étroite coordination avec les besoins de l'Office national de l'emploi. Les formations proposées s'appuient, d'une part, sur les besoins des entreprises par branches professionnelles des secteurs secondaires et tertiaires retenus, et, d'autre part, sur l'orientation future de l'établissement vers la recherche.

Le principe d'un effectif à taille humaine propice aux échanges et aux interactions fait partie des engagements de l'établissement. Les formations mettent l'accent sur la professionnalisation. Les étudiants s'exercent toute l'année au travail d'équipe pour conduire des projets et autres travaux de groupe. L'équipe pédagogique les accompagne également dans la construction de leur projet professionnel. En fin d'année, ils réalisent un stage en entreprise d'une durée minimale de 3 mois. LIBS prépare les étudiants à la poursuite d'études en master. Les caractéristiques des formations leur permettent d'accéder à tout type d'emploi dans les PME du secteur industriel ou tertiaire.



Dr. Prosper Metougue Nang, coordonnateur des activités administratives et pédagogiques de Libreville international business school

Quelles sont vos stratégies en faveur de l'adéquation formation/emploi au regard des difficultés rencontrées par les jeunes pour effectuer des stages en entreprises ? LIBS s'inscrit-elle dans cette dynamique ? Qui peut s'inscrire dans cette université et pour quelle garantie d'emploi ?

L'emploi est un sujet de préoccupation majeur dans notre pays, particulièrement l'emploi des jeunes. Transmettre de solides compétences et donner le goût de la réussite sont des objectifs de formation fixés par le gouvernement et qui s'inscrivent dans la vision du chef de l'État de générer un système éducatif d'excellence au Gabon.

La qualité des formations proposées aux étudiants est l'axe principal de la stratégie de LIBS en faveur de l'emploi. À cet effet, chaque filière ouverte a fait l'objet d'une étude minutieuse en termes de débouchés pour les étudiants. L'établissement propose aux élèves, étudiants et aux actifs, une offre de formation profession-

nelle riche et diversifiée, dans les secteurs d'activités prioritaires de l'économie gabonaise.

Aujourd'hui le secteur de l'enseignement supérieur fait face à des défis et rencontre aussi des opportunités. Quel sera le mode opératoire de LIBS alors que la pandémie de Covid-19 sévit toujours ?

En effet, face à un environnement international en pleine mutation, les entreprises doivent s'adapter aux évolutions rapides du marché et renforcer leur compétitivité. Il faut fidéliser les salariés, perfectionner leurs compétences, améliorer les performances, accompagner le changement. Libreville international business school s'engage aux côtés des entreprises pour accompagner leurs politiques de ressources humaines.

INSCRIPTIONS / REINSCRIPTIONS

Avec ou sans BAC

DTS

DUT

LICENCE

MASTER

Septembre et Octobre

2020 - 2021

LIBS

GROUPE LIBREVILLE INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL

Ecole supérieure reconnue par l'Etat sous le n° 0259/ MENESTFPPRSCJN

Tél: (+241) 74 56 13 16 / 062 06 86 61 - E-mail: academielbs@yahoo.fr

© Rex Communication

Quelles sont les perspectives de formation au sein de LIBS pour la période post-Covid-19 ? Avez-vous déjà dessiné les contours de la relance des activités de votre université ?

LIBS se conforme strictement aux instructions du gouvernement par rapport à l'application des mesures barrières et au respect de la distanciation sociale. Pour relancer les activités pédagogiques, nous travaillons de concert avec nos partenaires, afin de mutualiser les moyens.

Comment procédez-vous au recrutement de vos enseignants ?

Le recrutement des enseignants à LIBS respecte les standards de l'enseignement supérieur. La direction des études exprime les besoins par discipline. En fonction des demandes de vacances déposées, la commission de recrutement se réunit. Elle statue sur chaque dossier. Le niveau requis pour enseigner à LIBS est le doctorat. Cependant, en fonction de la spécificité de certaines formations, nous avons recours aux professionnels. Dans ce cas, le niveau requis est le master plus une expérience professionnelle significative.

L'université constitue également un espace où se nouent des relations sociales entre pairs. Comment LIBS envisage-t-elle de développer les compétences socio-affectives des étudiants et leur civisme ?

À l'instar des autres établissements de l'enseignement supérieur, LIBS encourage la vie associative. À cet effet, il est organisé, chaque année, l'élection du bureau de la mutuelle. C'est un cadre qui permet aux étudiants d'échanger sur les questions liées à leur formation, mais aussi pour organiser des activités socioculturelles. La mutuelle travaille en collaboration avec la direction générale et l'association des parents d'étudiants.



« LIBS encourage la vie associative, prend en compte la protection des données personnelles et surtout la production intellectuelle des enseignants et des chercheurs »

Avec la généralisation de l'enseignement à distance, la protection des données et informations personnelles reste un défi à relever. Quelle est la stratégie d'adaptation de votre établissement ?

Pour ce qui concerne la mise en ligne de certains enseignements, nous travaillons dans ce sens avec nos partenaires pour faire face aux contraintes que nous

impose la pandémie actuelle. Il est en effet important, dans l'élaboration de nos applications, de tenir compte de la protection des données personnelles et surtout de la production intellectuelle des enseignants et des chercheurs.

Quelle est votre vision de l'enseignement supérieur à distance dans notre pays ? Votre établissement est-il équipé d'outils numériques indispensables pour les études et autres travaux de recherches ? LIBS possède-t-il un campus numérique ?

L'enseignement à distance n'est pas une panacée. C'est l'occasion de le souligner ici. Nous formons une main-d'œuvre destinée à renforcer la productivité et la compétitivité de nos PME. Nos étudiants ont déjà du mal à suivre en formation présentielle, car selon les enseignants, le niveau est faible. Je me demande ce que cela donnera en formation à distance où, le plus souvent, l'étudiant est abandonné à lui-même.

Je pense que c'est un système qui doit être bien réfléchi et coordonné par la tutelle, afin de rendre crédibles les diplômes délivrés par cette nouvelle voie de formation.

En termes d'outils numériques, nous mettons en place progressivement le nécessaire pour que les étudiants et les enseignants puissent travailler dans les conditions optimales. Vous savez qu'il s'agit là des équipements modernes qui génèrent des coûts supplémentaires.

Avez-vous des entreprises partenaires avec lesquelles vous

travaillez ? Est-il possible à vos étudiants d'intégrer ces entreprises pour y effectuer des stages de fin d'études ou de vacances ? Quelles sont vos statistiques concernant vos précédentes promotions ?

Tisser un réseau d'entreprises partenaires est un impératif pour une grande école de commerce. Nous formons pour les entreprises. Ces entreprises doivent également participer à l'évaluation de nos étudiants. Les encadreurs en entreprise sont parties prenantes et participent à la présentation des rapports de stages et des mémoires. C'est l'occasion ici de leur tendre encore la main.

LES ÉTUDIANTS INVITÉS À REPRENDRE PROGRESSIVEMENT LES ACTIVITÉS EN RESPECTANT STRICTEMENT LES MESURES BARRIÈRES

Quels sont les partenaires avec lesquels vous travaillez pour la crédibilité de vos diplômes ?

L'objectif du ministère de l'Enseignement supérieur est d'encourager les promoteurs des établissements privés à créer des formations dans les secteurs prioritaires où l'offre publique est insuffisante ou quasi inexistante. C'est

dans ces secteurs, où nous concentrons nos offres de formation (management des entreprises agricoles, techniques de commercialisation des produits agroalimentaires, gestion des établissements sanitaires et sociaux, juristes d'entreprises, etc.), que nos étudiants trouveront des formations attrayantes et des opportunités d'emploi certaines.

LIBS a obtenu l'habilitation du ministère de l'Enseignement supérieur après avoir présenté un dossier répondant aux exigences de la tutelle. L'établissement est membre de la Confédération gabonaise des écoles et universités du privé (CGEUP). Ces programmes ont été validés lors d'un conseil scientifique et pédagogique dirigé par des enseignants-chercheurs issus des établissements publics. Nous avons signé des partenariats avec l'IUSO, l'IST et l'Institut de gestion.

Un message à l'adresse des étudiants et des enseignants pour cette reprise annoncée ? Êtes-vous prêts pour cette reprise 2020-2021 ?

LIBS a repris ses activités administratives et pédagogiques depuis le 21 septembre 2020, non seulement pour achever le semestre 2 de l'année en cours, mais aussi pour préparer la rentrée académique 2020-2021. Nous demandons aux étudiants de reprendre progressivement les activités en respectant strictement les mesures barrières prescrites par le gouvernement ■

Octobre Rose
avec **andza**
eau minérale naturelle

Faites-le pour ceux
que vous aimez!

Prévention et dépistage des cancers féminins.

Sobraga **Sovingab** **Soboleco**

Suivez nous sur

ENTRETIEN AVEC LE FONDATEUR & DIRECTEUR GÉNÉRAL DE ALTEMPLOI GABON M. ALEXANDRE ALAWOE EXCELLENCE, DYNAMISME, PROXIMITÉ, PROBITÉ, PRO-ACTION, VALEURS INTRINSÈQUES DE ALTEMPLOI

AltEmploi Gabon, cabinet de recrutement et de conseil en gestion des ressources humaines (RH), réalise 90% de son activité dans le recrutement, son cœur de métier. Cependant, la crise sanitaire conjoncturelle de la Covid-19 a durement impacté son activité, occasionnant ainsi une baisse de son chiffre d'affaires à hauteur de 11% dès le mois de mars, puis à près de 50% en moyenne sur la période avril juin par rapport à 2019.

Par Dr Nelto Nargongar

Toutefois, M. Alexandre Alawoe, de nature optimiste, croit fermement à une reprise fructueuse à travers un retour espéré à une situation stable pour la fin du dernier trimestre 2020, voire au début de l'année 2021. Il a en plus, entre ses mains, deux nouveaux outils de sourcing et d'évaluation pour un recrutement prédictif qui sont en fait une méthode rassurante et très efficace pour éviter les erreurs de casting et booster son cœur de métier.



■ M. Alexandre Alawoe, fondateur & directeur général de Altemploi Gabon

ÉCONOMIE GABON: M. Alexandre Alawoe, vous êtes le fondateur & directeur général de AltEmploi Gabon, cabinet de conseil en ressources humaines. Pouvez-vous nous présenter votre structure ? Quel a été l'impact de la crise sanitaire sur vos activités ? Avez-vous embauché ou débauché ? Peut-on s'attendre à une récession économique au Gabon, notamment minière et pétrolière, par conséquent à une crise de l'emploi, pour cause de crise sanitaire ?

M. Alexandre Alawoe : Créé en 2016, à Libreville, AltEmploi Gabon est un cabinet de recrutement et de conseil en gestion des ressources humaines (RH). J'insiste sur l'aspect recrutement, car c'est notre cœur de métier, où nous réalisons près de 90% de notre activité. Notre équipe est composée de consultants expérimentés et passionnés par notre métier de recruteur. Excellence, dynamisme, proximité, probité, pro-action sont des valeurs qui nous ani-

ment au quotidien afin d'établir une relation privilégiée avec nos clients et nos candidats.

La crise sanitaire nous a bien entendu fortement impacté avec une baisse de notre chiffre d'affaires à hauteur de 11% dès le mois de mars, puis à près de 50% en moyenne sur la période avril-juin par rapport à l'an dernier. Nous avons pu toutefois, durant cette période difficile, maintenir le recrutement d'une nouvelle collaboratrice au mois de mai et assurer la préservation des emplois de nos salariés sans avoir recours au chômage partiel.

Nous faisons face actuellement à une crise économique à l'échelle mondiale due au coronavirus avec des répercussions directes sur l'emploi, l'arrêt brutal ou le fort ralentissement des activités engendrant la faillite de plusieurs entreprises et une forte hausse des personnes en situation de chômage. Le Gabon n'est pas en reste et la tendance est plutôt à une récession économique déjà perceptible durant le premier trimestre du début de la crise (avril à juin), où le confinement total et partiel a eu des répercussions sur la création de richesses.

UNE CRISPATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI CONSÉQUENCE D'UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Si l'on vous sollicitait pour faire un diagnostic de l'emploi au Gabon et surtout de l'employabilité des jeunes Gabonais avant et au moment de cette crise sanitaire due à la pandémie de la Covid-19, que diriez-vous ? Quel est l'impact du chômage constaté pendant cette période conjoncturelle due à cette crise sanitaire sur les activités créatrices de richesses ?

En tant que recruteur, nous avons constaté ces derniers mois une crispation du marché de l'emploi et un ralentissement de l'activité économique. En ce qui concerne les projets de recrutement nous avons observé deux tendances :

- Le gel des recrutements en cours et à venir avec pour conséquence une baisse importante du nombre d'offres d'emploi à pourvoir sur notre plateforme AltEmploi mais également à l'échelle nationale.
- Le maintien tout de même de

certains recrutements pour quelques postes stratégiques et fortement sollicités.

Ainsi, le secteur du recrutement a été durement touché par cette crise, et les conséquences sur l'emploi des jeunes sont alarmantes. Difficultés à trouver des opportunités de stages avant la pandémie de la Covid-19, encore plus accrue ; difficultés à obtenir un premier emploi avant cette crise très souvent par manque d'expérience professionnelle, encore plus accentué par la réduction du nombre d'opportunités d'emploi à saisir.

Lorsque l'on évoque le chômage des jeunes au Gabon, ce qui revient souvent c'est la formule « *inadéquation formation-emploi* ». S'il est vrai qu'il y a des métiers où il y a plus d'offres que d'autres, dans certaines filières nous avons un manque de compétences et de formations pour ces métiers d'avenir où les opportunités d'emploi sont là ! Le constat que nous faisons au quotidien depuis près de 4 ans, c'est que le système éducatif doit préparer les jeunes à s'insérer plus facilement sur le marché de l'emploi avant l'obtention de leurs diplômes.



Lorsque l'on évoque le chômage des jeunes au Gabon, ce qui revient souvent c'est la formule «inadéquation formation-emploi»

Cela passe par une volonté de rendre obligatoires les expériences de stages durant tout le parcours universitaire. L'alternance en dernière année de Master par exemple doit permettre de favoriser l'insertion des jeunes en entreprise. (Surtout lorsque ces étudiants effectuent toute une scolarité en cours du soir sans avoir en contrepartie pour certains une expérience pratique en entreprise.) L'expérience de stage de fin d'études doit être un requis diplômant au même titre que le mémoire pour l'obtention du diplôme. Chaque étudiant devrait pouvoir bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue de la réalisation de son projet professionnel. Nous avons de nombreux étudiants formés au Gabon qui éprouvent des difficultés à trouver un emploi, non par inadéquation formation-emploi, mais tout simplement par manque d'expérience professionnelle et une vision claire des débouchés de leurs diplômes.

Pour avoir eu l'opportunité de participer à plusieurs salons de l'emploi dédiés aux Africains de l'étranger en tant que recruteur en Europe, la différence au niveau de l'expérience professionnelle

acquise des jeunes diplômés de la diaspora est plus importante avec un taux d'obtention du premier emploi plus élevé avant la remise du diplôme et dans des délais plus courts post-diplôme par rapport aux candidats locaux que nous rencontrons quotidiennement.

PAS DE 3E ÉDITION DU SALON DE L'EMPLOI & DES MÉTIERS EN 2020

De 2018 à 2020, vous avez intensifié vos activités à travers le lancement de la 1re édition du Salon de l'emploi & des métiers à Libreville (10 entreprises inscrites, 6000 participants) puis sa 2e édition (23 entreprises inscrites, 3500 participants). Vous avez également mis en place une application mobile, « Altemploi Elite », qui permet aux utilisateurs de postuler à de nombreuses offres d'emploi d'un simple geste. Pouvez-vous nous expliquer le fonctionnement de cette application ? Peut-on connaître vos statistiques ?

Effectivement, depuis 2018, nous avons lancé et organisé en partenariat avec l'Office national de l'emploi du Gabon, la 1^{re} et la 2^e édition du Salon de l'emploi & des métiers (novembre, 2019) à Libreville. Cet événement annuel a pour objectif de permettre aux candidats de venir à la rencontre des recruteurs pour mettre en avant leurs candidatures dans un contexte concurrentiel et d'avoir un aperçu de la réalité du marché du travail. Si la demande est forte, les quelques postes à pourvoir seront décrochés par les meilleurs d'entre eux. C'est aussi une opportunité pour les recruteurs de déceler des talents et de les recruter chaque année, à l'issue de ce salon que nous souhaiterions étendre à l'avenir dans d'autres localités. D'ailleurs nous profitons de l'occasion que vous nous offrez pour annoncer qu'il n'y aura pas de 3^e édition du Salon de l'emploi & des métiers en 2020, en tenant compte de la crise sanitaire actuelle et des répercussions sur les emplois.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, nous avons, après une année de travail sur ce projet, lancé la 1^{re} application mobile de recrutement au Gabon, AltEmploi Elite. Ce projet a été mené à la demande de nos utilisateurs et sur le fait que plus de 85% de nos candidats utilisent le smartphone pour postuler à nos offres d'emploi en ligne sur notre site internet : www.altemploi5.com. Il s'agissait de leur permettre d'avoir un outil plus adapté au mobile, et de baisser le taux d'abandon de candidatures en simplifiant le procédé pour postuler de manière plus rapide et plus ludique en un seul geste.

Le candidat va pouvoir télécharger cette application disponible sur AppStore pour iPhone ou Google Play Store s'il dispose d'un smartphone Android. Cette application fonctionne via la technologie « swipe » (glisser) et le système de Matching. Si vous voulez

postuler aux différentes offres, il faudra les faire défiler à l'aide de votre doigt, d'un simple geste, vers la droite pour postuler et vers la gauche si vous souhaitez passer à l'offre suivante et ne pas postuler à l'offre qui s'affiche sur votre écran.

L'une des évolutions par rapport au fait de postuler via le site internet AltEmploi, c'est que vous avez la possibilité en temps réel de suivre le statut de votre candidature. Vous saurez si elle a été envoyée, si elle a été traitée, si elle est écartée (refus) ou si vous avez été sélectionné (candidature validée) pour l'étape suivante du processus de recrutement. Ainsi, le candidat n'aura plus le sentiment d'avoir postulé et de ne pas avoir le moindre retour des recruteurs sur ses candidatures. Nous avons également intégré via l'application AltEmploi Elite, un Chat (nouveau Chat via WhatsApp en construction) qui s'active uniquement lorsque le candidat est présélectionné pour l'étape des entretiens, afin de pouvoir échanger directement avec lui et programmer un rendez-vous.

« **Les potentialités de créations d'emplois sont importantes si nous créons les conditions d'un développement progressif et soutenu dans les années à venir...** »

Pour les statistiques, AltEmploi Gabon aujourd'hui, c'est 27.556 CV inscrits, actifs et exploitables dans notre base de données.

• Dont 3.914 inscrits via l'application mobile depuis le début de l'année 2020 ;

• 4.178 candidatures reçues via l'application (soit 45% des candidatures en provenance de l'application mobile lors de notre dernière enquête avant la crise, contre 55% via le site AltEmploi).

RECRECITER SANS SE TROMPER

Le plan de relance en préparation doit être l'occasion de repenser le recrutement au Gabon. En votre qualité de cabinet conseil en ressources humaines, quelles stratégies devraient être mises en place ? Quels sont les secteurs à forte potentialité pour la création d'emplois dans notre pays ?

De par ma modeste expérience, en tant que jeune entrepreneur gabonais spécialisé dans le secteur du recrutement, je pense qu'il y a une méconnaissance de notre métier, du rôle et des missions d'un cabinet de recrutement. Les quelques grandes entreprises qui font appel à des cabinets de recrutement le font généralement via des agences de recrutement internationales dont les services sont beaucoup plus coûteux que les cabinets de recrutement locaux. Si cela peut se comprendre pour le recrutement de la main-d'œuvre étrangère qualifiée, nous disposons également de très bons profils de jeunes Gabonais en quête d'opportunités d'emploi pour un retour au Gabon. Nous remercions tous nos clients essentiellement du secteur privé, pour leur confiance en notre entreprise malgré cette période difficile, mais avec qui nous continuons pour certains à recruter des candidats à des postes stratégiques pour préparer la reprise.

Nous sommes, pour les entreprises, des partenaires, avec qui nous envisageons une relation pérenne et fiable dont la finalité se résume à identifier le bon candidat avec comme garantie de mieux recruter sans se tromper.

Une chance à saisir. Une opportunité unique de repenser notre modèle économique pour écarter le spectre du déclassement du Gabon dans les baromètres économiques africains. Votre commentaire ?

Cette crise est venue changer de manière profonde nos modes de fonctionnement et nous pousse à nous réinventer de manière collective. C'est une occasion pour prendre conscience de l'importance de former de futurs talents dans les secteurs essentiels, et de recruter les bons candidats, de bonne moralité, à des postes stratégiques qui contribueront au développement du Gabon. Connecteur de valeurs humaines, nous sommes engagés à recruter pour nos clients des candidats dont les valeurs correspondent à celles de leurs entreprises. C'est le momentum pour les acteurs qui dirigent notre pays, à mettre tout en œuvre pour favoriser la création de plus de richesses au Gabon, qui généreront beaucoup plus de créations d'emplois pour les populations dans le futur. Que ce soit dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des transports, de la logistique, du bois, de la santé, des hydrocarbures, des services, etc., les potentialités de créations d'emplois sont importantes si nous créons les conditions d'un développement progressif et soutenu dans les années à venir qui favorisera l'amélioration du climat des affaires.

Quelles sont, selon vous, les perspectives de développement de l'emploi au Gabon dans la période post-confinement ?

Depuis les mois de juillet, août et septembre, nous observons une légère reprise au fil des derniers mois avec un retour à la normale de notre activité de recrutement où nous sommes de plus en plus sollicités pour de nouvelles missions de recrutement.

denrées agricoles. Depuis quelques années, l'État gabonais a décidé d'investir dans le développement de l'agriculture en réduisant sa dépendance alimentaire et agricole et en diversifiant son économie à travers la mise en valeur du potentiel agricole du pays.

IDENTIFIER LES MÉNAGES AGRICOLES ET TOUS LES ACTEURS DU SECTEUR

Pour la réalisation de cet important projet, les fonctionnaires et experts de la FAO accompagnent le Gabon dans toutes les phases de la convention et appuient la coordination dudit projet dans la mise en œuvre de la stratégie de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données du RGA. Un tel projet nécessite la maîtrise des applications mobiles CAPI sur tablette, la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie communication d'envergure nationale en soutien aux activités du RGA.

Conformément à l'approche modulaire du Programme mondial du recensement de l'agriculture 2020, le



Nous espérons tous un retour à une situation stable pour la fin du trimestre 2020, voire au début de l'année 2021, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire dans notre pays.

DEUX NOUVEAUX OUTILS DE SOURCING ET D'ÉVALUATION POUR UN RECRUTEMENT PRÉDICTIF

Nous avons profité de cette période de confinement pour travailler sur de nouveaux projets avec l'acquisition d'ici le mois d'octobre de deux nouveaux outils de sourcing et d'évaluation. Ces outils vont nous permettre de nous adapter à cette période inédite, et d'évaluer toutes les dimensions du talent (hard skills, soft skills, affinités motivationnelles, personnalité) des candidats à distance comme en présentiel. Il s'agira grâce à ces outils d'être en mesure de faire ce que l'on appelle du recrutement prédictif :

méthode très efficace pour éviter les erreurs de casting.

Nous essayons de tirer le positif de cette crise, et nous nous préparons pour être armé lors de la reprise, où tous les projets de recrutement mis en standby pourront sans doute créer un pic au niveau de notre activité, avec une volonté de nos clients de recruter dans les plus brefs délais et à plusieurs postes, afin de rattraper les retards accumulés dans leurs projets d'exécution.

Pour conclure, étant de nature optimiste, bien que cette crise soit empreinte d'incertitude en l'avenir sur ces conséquences réelles à court, moyen et long termes, nous accueillons chaque mission de recrutement comme si c'était la dernière, avec la satisfaction qu'au bout du processus, c'est un candidat qui sera recruté par un de nos clients. Nous espérons dans les années à venir continuer à exercer notre métier, et à avoir un volume de recrutement mensuel de plus en plus important, qui permettra, grâce à notre agence, à des milliers de Gabonais de décrocher un emploi avec nos clients ■

JAMAIS UN SANS DEUX APRÈS 47 ANS

La mise en œuvre du Recensement général de l'agriculture au Gabon sera soutenue et encadrée par des statisticiens, informaticiens et communicateurs. Rappelons que le dernier exercice du genre remonte à 1973.

Par la rédaction

Le Gabon, à l'instar de nombreux pays africains, présente des insuffisances dans la production de données statistiques inhérentes au secteur agricole. L'importance et le potentiel de développement que présente le secteur agricole dans le milieu rural et dans la croissance économique suscitent un intérêt particulier des gouvernants. C'est dans ce contexte que le gouvernement gabonais avec l'appui de la Banque mondiale va développer son système national de la statistique.

Cet appui prend également en compte la mise en œuvre du Recensement général de l'agriculture (RGA) qui a été lancé par le ministère de l'Agriculture pour la période 2018-2021. Le RGA a pour finalité de connaître la production, la structure des exploitations agricoles et la présence d'infrastructures en milieu rural. Confronté à un manque d'informations et de données statistiques actualisées, capables d'éclairer les décisions importantes, le Gabon peine à formuler des politiques agricoles efficaces et reste fort dépendant de l'extérieur pour les importations des



RGA a lancé au mois de novembre 2019 ses opérations par la phase I avec l'administration des questionnaires pour le dénombrement exhaustif à travers des fiches de dénombrement des ménages agricoles aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine des questionnaires liés à la ruralité et des questionnaires administrés aux entreprises à caractère agricole. Les données statistiques issues du RGA

permettront également de fournir une base de données pour la mise en place du Système Permanent Intégré des Statistiques Agricoles (SPISA). Les opérations de collecte sur le terrain ont été impactées par l'apparition et la propagation du coronavirus sur le territoire national ; après six mois d'arrêt, les activités de collecte ont repris avec un appui intensif du volet sensibilisation et information ■

LA TÉLÉPHONIE MOBILE EXPLOSE AU GABON

Trois opérateurs de téléphonie mobile, Moov, Airtel et Gabon Télécom opèrent au Gabon. Constat, le secteur de la téléphonie mobile se porte bien en 2020 car le nombre d'abonnés aurait progressé de 6,1% pour atteindre 3,04 millions, correspondant à un chiffre d'affaires de plus de 165 millions de francs CFA.

Par Hugues Desormeaux



Depuis plusieurs années, le secteur n'a cessé de prospérer au point que la numérotation téléphonique a dû passer en 2005 de 6 à 8 chiffres puis à 9 chiffres courant 2019. Si en 1999 le petit pays pétrolier d'Afrique centrale comptait un peu plus de 8000 abonnés, ce chiffre avait été multiplié par 10, soit 83 120 abonnés en moins d'un an pour atteindre en 2010 le cap de 1,3 million d'abonnés environ. Difficile d'affirmer le nombre exact d'abonnés car entre les ventes de cartes SIM et le nombre réel d'utilisateurs, la relation n'est pas aisée. D'autant que plusieurs utilisateurs disposent de deux, trois, voire quatre cartes SIM à la fois.

Le marché gabonais du mobile dispose d'un taux de pénétration de 90%. Pour l'Union internationale des télécommunications, le Gabon est le premier pays francophone où le taux de pénétration de la téléphonie est le plus remarquable et le troisième en Afrique subsaharienne juste après l'Afrique du Sud et le Botswana.

UN PHÉNOMÈNE DE MODE ET DU PARAÎTRE

L'usage du téléphone portable a pris le dessus sur l'abonnement au téléphone fixe plus difficile à obtenir, certainement à cause de la saturation du réseau et de l'absence d'une urbanisation réelle de la capitale gabonaise, Libreville. L'ouverture du marché à la concurrence et la possibilité d'avoir avec soi son téléphone, a profondément transformé les mœurs des usagers. À cette éclosion s'ajoute la course à l'acquisition du modèle de téléphone le plus récent en matière de technicité.

Au Gabon, le secteur de la téléphonie mobile a connu une progression de 16,5% avec 183.000 nouveaux abonnés en 2008, selon les statistiques de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Le Gabon avait basculé à la numérotation à 8 chiffres depuis 2005, en raison notamment des nombreuses demandes. Ce passage a

permis de multiplier par 10 le nombre des lignes téléphoniques disponibles, portant ainsi environ à 1,3 million d'abonnés pour un pays de 1,5 million d'habitants. Fin 2010, Airtel comptait plus de 830 000 abonnés, contre plus de 440 000 pour Libertis et plus de 100 000 pour Moov. Le boom de la téléphonie mobile au Gabon a contraint les autorités de demander aux opérateurs d'identifier leurs clients. « Tous les abonnés non signalés devraient impérativement être suspendus à la date du 15 juillet 2010 », avait averti l'ARTEL, évoquant une application stricte de la loi gabonaise en matière de sécurité publique.

UNE TECHNOLOGIE GALOPANTE QUI PEUT CRÉER DES VAGUES

Il y a plusieurs années, les opérateurs de téléphonie mobile avaient créé la panique auprès de leurs clients en les invitant par SMS à se présenter dans une agence pour se faire « recenser ». Considérée comme une opération de police, cette initiative avait tout de même provoqué de longues queues devant les agences de téléphonie mobile à Libreville. Lors du boom de la téléphonie mobile entre 2000 et 2005, certains clients ont pu acheter une ou des cartes SIM sans remplir une quelconque formalité. Pour les plus avertis, l'Internet via le mobile propulse le téléphone portable vers une autre dimension et certaines banques locales n'ont pas hésité, comme partout ailleurs, à proposer à la clientèle de gérer leur compte bancaire via le SMS Banking. Des services supplémentaires pratiques en ligne qui permettent d'accéder à son compte bancaire, d'effectuer des transactions ou encore de dialoguer avec son gestionnaire... à distance.

AUTONOMISATION DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Grâce à leurs tricycles transformés en cabines téléphoniques amubulantes par l'initiative de la société Gabon Télécom, de nombreuses personnes à mobilité réduite peuvent subvenir à leurs besoins. Cette action du leader de la téléphonie mobile au Gabon a pour objectif de les autonomiser au regard des difficultés que celles-ci rencontrent dans la recherche d'un emploi. Plusieurs centaines de tricycles ont ainsi été équipés de téléphones satellitaires, essentiellement à Libreville et Port-Gentil, les deux principales villes du Gabon ■

LA GÉNÉRATION 5G ET SA TECHNOLOGIE AVANCÉE



La 5G, très attendue en France d'ici à décembre 2020, est la cinquième génération des standards pour la téléphonie mobile. Elle prolonge l'exploitation technologique LTE et succède à la quatrième génération, appelée 4G. C'est dire qu'au Gabon, la 5G est à nos portes. Cette nouvelle norme dépasse très largement le marché des smartphones et apportera des débits plus importants encore, mais aussi un temps de latence bien plus faible qu'aujourd'hui, et pourra supporter énormément de connexions en simultané.

Toutefois, rappelons que la 5G est une technologie de rupture. Elle « se distingue des générations précédentes en ce qu'elle vise, dès sa conception, à intégrer un nombre de cas d'usages inédits », relève l'Agence nationale des fréquences. Dès lors, son employabilité promet d'être très étendue et pourra donc servir dans des secteurs variés, notamment industriels. Sur le plan technique, la 5G sera une sorte de fibre optique « sans fil » : elle pourrait même atteindre dans certaines situations jusqu'à 20 Gbit/s. En pratique, il faut plutôt s'attendre à une expérience de navigation entre 100 Mbit/s et quelques Gbit/s.

Autre atout de la 5G : la latence. Elle désigne le délai de transit d'une donnée entre le moment où elle est envoyée et celui où elle est reçue. Celui-ci sera divisé par 10 par rapport à la 4G, avec un temps de réponse d'à peine une milliseconde. Cette réactivité est cruciale pour l'industrie, car des échanges constants et quasi-instantanés qui sont requis pour faire émerger des usages comme le transport autonome. Enfin, la 5G supportera « un nombre très important de connexions mobiles simultanées », commente le régulateur des télécoms. Cela va « multiplier par 10 le nombre d'objets connectés au réseau simultanément », confirme l'Agence nationale des fréquences. En clair, il s'agit d'éviter l'engorgement des réseaux à l'heure où tout devient connectable et que les capteurs pullulent. Pour accéder à un réseau 5G, il faut posséder un smartphone compatible à la 5G. Certes, les premiers modèles arrivent cette année, mais il n'y a aucune raison de se précipiter à les avoir... tout simplement parce que le réseau 5G n'existe pas encore ! De plus, il ne faut pas perdre de vue qu'il faudra des années avant d'avoir un degré correct de couverture du territoire ■

QUEL TÉLÉPHONE MOBILE CHOISIR ?



Le téléphone portable s'impose aujourd'hui comme un outil de télécommunication universel. Pensé au départ comme un simple téléphone portatif, il a aujourd'hui évolué en terminal multimédia mobile permettant de surfer à haut débit sur internet, de consulter ses emails, télécharger de la musique et des vidéos, de filmer, de photographier, de gérer ses rendez-vous... Il existe sur le marché de nombreux modèles de téléphones. Les téléphones premiers prix sont des téléphones basiques qui ont pour cibles les personnes qui souhaitent simplement téléphoner, sans s'embarasser de gadgets superflus. Ils sont accessibles aux personnes disposant d'un budget limité pour l'achat d'un mobile. Les téléphones multimédias sont destinés aux utilisateurs plus avancés, intéressés par l'envoi de MMS (version multimédia du SMS) par exemple. Ils disposent d'un écran couleur, d'un appareil photo intégré, de jeux, peuvent enregistrer des sons... Apparus sur le marché en 2003 parallèlement à la technologie GPRS, ils sont aujourd'hui largement répandus. Les modèles récents sont dotés de caméras vidéo, utilisent des cartes mémoire pour stocker les données et font même office de baladeur MP3 ■



CO₂ OR NOT CO₂

CE QU'ILS NE VOUS DISENT PAS À PROPOS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Stopper les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ne suffit pas. Il faut aussi résorber le stock de CO₂ existant.

Par Dr Nelto Nargongar



Il y a deux ans, le monde avait promis de maintenir le réchauffement climatique à + 2 degrés centigrades par rapport au temps de la première révolution industrielle. Les climatologues et les militants en étaient ravis. Les politiciens se sont congratulés. Malgré certaines ambiguïtés constatées dans l'Accord de Paris et quelques déceptions – parmi lesquelles la décision du président Donald Trump de retirer les États-Unis de cet Accord –, un air d'autosatisfaction était encore perceptible parmi ceux qui s'étaient réunis à Bonn pour le sommet suivant.

Pourtant, l'aspect le plus dommageable du nouveau sursaut anti-climatique en Amérique ne concerne peut-être pas ses propres émissions, qui pourraient se révéler négligeables. Il concerne surtout le prétexte qu'elle offre aux autres pays pour éviter de reconnaître les problèmes de cet Accord.

L'Accord de Paris suppose en effet que le monde aura trouvé une façon de pomper le CO₂ de l'atmosphère. Dans tous les scénarios réalistes, les émissions ne peuvent pas être réduites suffisamment et rapidement pour réussir à limiter la hausse des températures. Mais il n'y a aucune discussion publique sur les moyens de réduire le stock de CO₂ déjà existant (et encore moins à propos de l'idée radicale de réduire la température en bloquant la lumière du soleil). Sans changements véritables, la promesse de limiter les méfaits du changement climatique ne sera à coup sûr jamais tenue.

NE SOYONS PAS AUSSI POSITIFS

101 des 116 modèles prospectifs utilisés par le panel intergouvernemental sur le

changement climatique supposent que le carbone devra être retiré de l'air afin que le monde ait une chance d'atteindre l'objectif des 2°C. La stupéfiante somme totale de CO₂ qui devra être retirée de l'atmosphère d'ici 2100 représente 810 milliards de tonnes, autant que ce que rejette l'économie mondiale en 20 ans au rythme d'aujourd'hui. Mettre en place un système d'aspiration du carbone de cette ampleur serait un exploit épique, même avec des techniques testées et approuvées.

Ces techniques n'existent pas. Certaines centrales énergétiques et usines captent le CO₂ avant qu'il ne s'échappe dans l'atmosphère et le stockent sous terre. C'est une pratique connue sous le nom de capture et stockage du carbone. Mais cette approche longtemps présentée comme réduisant les émissions ne fonctionne qu'à une toute petite échelle, ne traitant que quelques tonnes sur les millions de tonnes de CO₂ annuels. Et ce système

contribue à peine à baisser les émissions et ne renverse pas la tendance.

Quelle est la solution face à cette situation ? Plusieurs idées et options pourraient être envisagées. Une première option serait de planter plus de forêts (qui agissent comme des aspirateurs à carbone) ou de remplacer les champs de labourage profonds par des labours creux (qui aident le sol à absorber et retenir le CO₂). Une autre serait de mettre en place des capteurs de carbone et de les stocker dans des centrales énergétiques à biomasse, en utilisant le carbone capté par les arbres ou les récoltes pour le transformer en carburant. Il existe des idées encore plus étonnantes. Le carbone pourrait être capté puis stocké directement dans l'air en utilisant des filtres chimiques. Ou bien des minéraux seraient broyés puis semés sur terre et dans les mers, accélérant ainsi le temps qu'il faut pour transformer le CO₂ en roches carboniques.



« 101 des 116 modèles prospectifs utilisés par le panel intergouvernemental sur le changement climatique supposent que le carbone devra être retiré de l'air afin que le monde ait une chance d'atteindre l'objectif des 2°C »

Impossible de savoir si n'importe laquelle de ces technologies fonctionnerait à temps. Toutes sont très chères et aucune n'a fait ses preuves à grande échelle. Persuader la population mondiale de planter des arbres sur une surface équivalente à l'Inde pour produire de l'énergie, comme le requiert la simulation climatique, semble hautement improbable. Changer les pratiques agricoles serait moins coûteux, mais les scientifiques doutent que cela suffirait à aspirer suffisamment de CO₂ pour contrebalancer les gaz à effet de serre émis par l'agriculture. La captation directement dans l'air et l'amélioration des conditions météorologiques utiliseraient moins de terrain mais tous deux seraient plus coûteux. Bien que les énergies renouvelables puissent produire, de façon profitable, une bonne partie des besoins en électricité de la planète, personne ne sait comment devenir riche en se débarrassant des gaz à effet de serre.

Lorsque les besoins sont importants, que la science est encore balbutiante et que les motivations commerciales grandissent, il revient aux gouvernements et aux fondations privées de prendre les décisions qui s'imposent.

Cependant, la Grande-Bretagne est devenue le premier pays à prévoir un budget (8,6 millions de livres sterling) pour de tels projets ; l'Amérique réfléchit à se doter de fonds également, malgré la position de M. Trump.

Environ 15 milliards de dollars annuels sont consacrés aux technologies bas carbone. Ce montant devra grossir, et une partie plus importante devra être consacrée à l'élimination du carbone.

UNE AUTRE FORME DE DÉNI CLIMATIQUE

Si le CO₂ devenait un marché, cela encouragerait son extraction de l'atmosphère. Toutefois, ses usages sont encore limités. Si les régulateurs contraignaient les industries du secteur aéronautique à utiliser de l'essence de synthèse plutôt que de l'énergie fossile, la demande en CO₂, qui est la matière première pour ces énergies, augmenterait considérablement. Mais les industries résistent.

Si le marché du CO₂ ne suscite pas assez d'engouement, les gouvernements pourraient en manifester. Il existe un argument en faveur d'un vrai prix du carbone (ici, nous préconisons une taxe). Son absence est l'une des raisons pour lesquelles la capture et le stockage du carbone n'ont pas encore pris leur essor en tant que moyens de réduction des émissions liées aux énergies fossiles. En effet, le kit de base nécessaire peut facilement doubler le prix de l'électricité. Cependant, établir un prix assez élevé pour réduire les émissions négatives pourrait asphyxier l'économie.

Les subventions sont une autre option. Sans elles, les énergies renouvelables auraient mis plus de temps avant de concurrencer les énergies fossiles. Mais elles sont peu efficaces. L'Allemagne a parié des milliards sur l'électricité bas carbone, pourtant elle dépend encore des énergies fossiles pour la moitié de ses besoins énergétiques.



« Si les régulateurs contraignaient les industries du secteur aéronautique à utiliser de l'essence de synthèse plutôt que de l'énergie fossile, la demande en CO₂, qui est la matière première pour ces énergies, augmenterait considérablement »

Les gouvernements pourraient offrir une prime pour chaque tonne de CO₂ extraite et stockée. En théorie, de telles primes devraient être payées sur un fonds financé par les pays en fonction de leurs historiques d'émissions avec en tête les États-Unis, puis l'Europe et la Chine. En pratique, il n'existe aucun mécanisme pour les faire cracher au bassin.

En fait, les États ne peuvent pas vraiment faire face aux défauts de l'Accord de Paris. Sous la présidence de Donald Trump, l'Amérique n'est pas prête à réduire ses émissions ni à stocker du CO₂. Et cette situation ne trouverait pas une issue favorable même si l'Amérique intégrait à nouveau l'Accord de Paris. Nombre de pays riches mettent en place de gros moyens pour réduire leurs émissions de CO₂ de façon plus drastique que les pays en voie de développement. En fait, extraire le dioxyde de carbone de l'atmosphère n'est pas une alternative à une réduction des émissions du gaz à effet de serre. C'est une urgence que les politiques doivent intégrer sinon les promesses de Paris résonneront de façon creuse ■

Source : www.actu-environnement.com



DÉVELOPPER DES PROJETS AGRO-INDUSTRIELS ÉCOLOGIQUEMENT DURABLES

LE GABON ADHÈRE AUX PRINCIPES ET CRITÈRES DE LA PRODUCTION DURABLE DE L'HUILE DE PALME

Le Gabon a affiché l'ambition, à travers sa stratégie nationale d'industrialisation, relative à la déclinaison du pilier Gabon industriel du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), de se positionner comme leader africain de la production d'huile de palme durable certifiée RSPO. L'annonce de l'adhésion de notre pays aux principes et critères de la norme RSPO a été faite par WWF Gabon, Olam Palm Gabon et Brainforest, l'équipe coordonnatrice du projet, à la faveur d'un déjeuner de presse le vendredi 18 septembre 2020, à l'hôtel Hibiscus de Louis.

Par Dr Nelto Nargongar

Lancé en novembre 2019, le processus d'interprétation gabonaise des Principes et Critères 2018, pour être animé aux nouveaux standards internationaux RSPO relatifs à la production d'huile de palme durable de la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO P&C), a été validé et approuvé le 3 septembre 2020. Mais avant d'entrer dans ce labyrinthe des termes techniques de la certification, nous nous proposons d'apporter un certain éclairage là-dessus.

Rappelons en effet que la certification est une procédure par laquelle une tierce partie donne une assurance écrite qu'un produit, un processus ou un service est conforme à des exigences spécifiées. La certification est en fait un acte volontaire qui peut procurer aux entreprises un avantage concurrentiel par rapport au marché, aux consommateurs. Elle est délivrée par des organismes certificateurs indépendants, des entreprises certifiées, ainsi que par les pouvoirs publics.

Elle repose sur un contrôle (audit de certification) assumé par un organisme spécialisé indépendant (bureau d'étude). La certification est basée sur l'évaluation des aspects sociaux, environnementaux et économiques. Elle est décrite dans une norme qui est en réalité un accord établi, documenté, comprenant des spécifications techniques ou autres critères précis pour être utilisés en tant que règles, lignes directrices ou caractéristiques, afin d'assurer que les matériaux, les produits, le processus, les services correspondent aux objectifs et aux besoins demandés.

CERTIFICATION RSPO, UN PROCESSUS BIEN ENCADRÉ TECHNIQUEMENT

Les normes sont donc établies par un groupe de travail, ou un organe de normalisation qui doit avoir la compétence nécessaire et posséder une expertise technique. Pour être crédible, un système de certification doit se fonder sur des normes objectives, scientifiques valides, issues d'une large participation de toutes les parties prenantes et non selon une approche globalisante par le haut.

C'est dire que le parcours d'obtention de la certification RSPO est bien encadré techniquement. Il ne procède pas par un coup de baguette magique. Aussi, le Conseil des gouverneurs de la RSPO a validé l'interprétation gabonaise des Principes et Critères de la Norme de certification pour la production d'une huile de palme durable. Elle atteste la compétence de professionnels pour accomplir des tâches déterminées au regard des critères préétablis. Il s'agit pour le Gabon de préserver, gérer et valoriser ses ressources naturelles et d'en faire profiter à sa population surtout rurale.

GARANTIR UNE PRODUCTION DURABLE ET DE QUALITÉ, PROTÉGER LE CAPITAL NATUREL ET PRENDRE EN COMPTE LES INTÉRÊTS DES COMMUNAUTÉS LOCALES

A cet effet, la nouvelle norme RSPO P&C 2018 tient compte des droits des populations, du respect de l'habitat et de la protection de la biodiversité. Selon Ida Navratilova Oye Obame, chargé du suivi évaluation Brainforest, le Gabon est désormais contraint de « garantir aux producteurs une production durable et de qualité, protéger le capital naturel du pays, et tenir compte des intérêts des communautés locales ».

Comme l'a si bien expliqué Mlle Ida Navratilova Oye Obame, la plupart des aspects sociaux définis par la certification RSPO sont des droits

CLIMAT : DES CHERCHEURS ALERTENT SUR L'IMPACT CROISSANT DES ENGRAIS AZOTÉS ET DE L'ÉPANDAGE

Les émissions des engrais de synthèse dominent les rejets en Chine, en Inde et aux États-Unis, tandis que les émissions provenant de l'épandage de fumier dominent les rejets en Afrique et en Amérique du Sud...

La rédaction

La hausse des émissions de protoxyde d'azote (N₂O) met en péril les objectifs climatiques et l'Accord de Paris, indique une étude publiée le 7 octobre dans la revue scientifique «Nature». Les niveaux de N₂O enregistrés ont augmenté de 20 % par rapport aux niveaux préindustriels, une tendance qui s'est accélérée ces dernières décennies. Or, le protoxyde d'azote est un gaz à effet de serre 300 fois plus puissant que le dioxyde de carbone, souligne la coalition de chercheurs à l'origine de l'étude. Cette augmentation serait liée à l'utilisation croissante d'engrais azotés dans la production alimentaire mondiale.

L'étude identifie les principaux contributeurs aux émissions mondiales : « Les émissions

des engrais de synthèse dominent les rejets en Chine, en Inde et aux États-Unis, tandis que les émissions provenant de l'épandage de fumier dominent les rejets en Afrique et en Amérique du Sud. Les taux de croissance des émissions les plus élevés se trouvent dans les économies émergentes, en particulier au Brésil, en Chine et en Inde, où la production végétale et le cheptel ont augmenté ».

La bonne nouvelle, c'est qu'il est possible d'inverser la tendance. L'Europe a réduit ses émissions au cours des deux dernières décennies, en optimisant l'utilisation des engrais et l'épandage, expliquent les chercheurs. Des alternatives existent ■

Source : actu-environnement.com

fondamentaux et des droits humains généraux, dont le respect devrait aller de soi. Malgré cela, des paysans et des indigènes sont expulsés de leurs terres, menacés et emprisonnés, lorsqu'ils s'opposent à l'accaparement de celles-ci. Le respect de ces critères n'est pas suffisamment contrôlé, les violations sont rarement sanctionnées.

Le Gabon, pour avoir été un bon élève, dispose désormais d'un référentiel lui permettant d'assurer la production d'une huile de palme durable. Les Principes et Critères de la Norme RSPO (table ronde pour l'huile de palme durable), un instrument de gouvernance de la culture du palmier à huile, comprennent les meilleures pratiques de gestion responsable et durable. Un pari gagné pour le pays, qui affiche son ambition de devenir le leader africain de la production d'huile de palme certifiée RSPO d'ici à 2025.

Il convient de rappeler l'origine de la RSPO. En effet, les grands producteurs et consommateurs

d'huile de palme ont créé, en coopération avec le WWF, la Table Ronde pour l'Huile de Palme Durable (RSPO : Roundtable on Sustainable Palm Oil). La structure associative est présidée par un dirigeant du groupe Unilever (Dove, Knorr, Rama, etc.), le plus grand consommateur d'huile de palme au monde (1,4 million de tonnes par an).

L'objectif de la certification industrielle est de continuer à augmenter la production et les ventes d'huile de palme en procurant une nouvelle légitimité à l'huile de palme. La certification RSPO n'exclut pas formellement le déboisement de la forêt tropicale. La certification « interdit » seulement le défrichage des forêts primaires et des forêts à haute valeur de conservation (High Conservation Value Forest), et uniquement à partir de 2008. L'huile de palme provenant de surfaces forestières défrichées avant cette date peut se voir attribuer la certification RSPO, même si l'huile s'agitait de forêts protégées ou primaires ■

2e SALON DU SPORT DU GABON
11.DEC 2020
A LIBREVILLE

ORGANISE PAR
LE CABINET
SOLUTIONS SPORT CONSEILS
2SC
SOLUTIONS SPORT CONSEILS

THÈME:
SPORT ET SANTÉ EN ENTREPRISE
Participez aux **Trophées des meilleures Entreprises Sportives du Gabon**

Conférences et ateliers avec thématiques
Remise des Trophées de "Meilleures Entreprises Sportive du Gabon"
Rencontres entre Entreprises et Acteurs du Sport

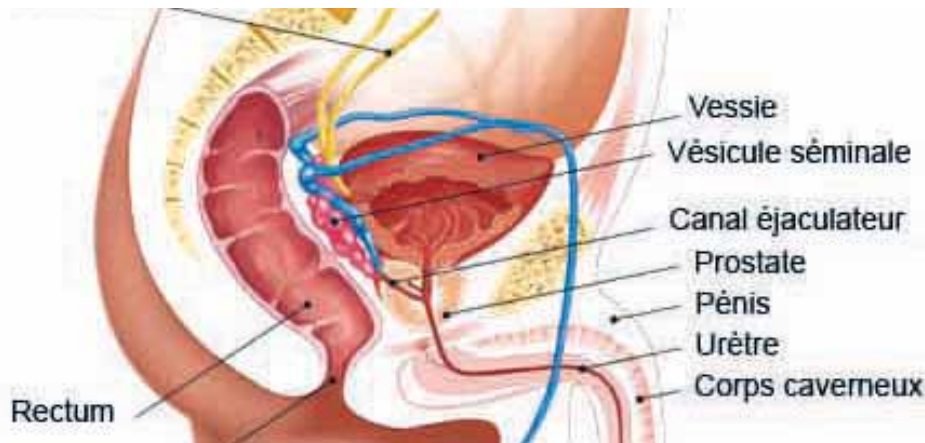
INSCRIPTIONS À
ECONOMIE GABON+ / TEL : 011 44 11 62

Economie Gabon+
anfpq

L'HYPERTROPHIE DE LA
PROSTATE, L'UNE DES PRÉ-
OCCUPATIONS PRINCIPALES
DES HOMMES

Le cancer de la prostate est pourtant le plus fréquent chez nous. Il représente 30 % des cancers masculins. Mais ce n'est pas le seul scandale médical sur la prostate : 85 % des hommes entre 60 et 80 ans ont des problèmes d'hypertrophie de la prostate. Ils doivent se lever plusieurs fois par nuit pour aller aux toilettes. Ils éprouvent ce sentiment horrible d'avoir besoin d'uriner, puis ne pas parvenir à le faire ou ne pas terminer d'uriner. Alors on leur donne des médicaments, on les opère. Les médicaments contre la prostate provoquent un effondrement de la libido en quelques jours seulement. Et la chirurgie de la prostate vous rendrait souvent impuissant et, dans bien des cas, incontinent.

Par la rédaction



Chez certains hommes, les traitements de la prostate font pousser les seins, perdre les poils. 99 % des patients sont convaincus que c'est le prix à payer pour ne plus avoir à se lever la nuit pour uriner, ou rester au spectacle (cinéma, théâtre) sans se lever plusieurs fois par séance et déranger tout le monde. Mais c'est un des plus gros mensonges en circulation – et un des plus dangereux ! Au mieux, ces médicaments réduisent de 30% la taille de la prostate en 6 à 12 mois de traitements. La différence est à peine perceptible.

Même combinés entre eux, ces traitements s'avèrent inefficaces chez 80% des hommes sujets aux aggravations. Pourquoi le système médical n'informerait-il pas les patients des remèdes naturels, sans effets indésirables ? C'est un mystère, mais c'est justement la raison pour laquelle je vous écris aujourd'hui.

L'hypertrophie de la prostate est l'une des préoccupations principales des hommes, mais aussi des femmes qui souffrent de voir leur mari s'enfoncer jour après jour, après avoir renoncé à guérir. C'est terrible de voir les effets dévastateurs qu'ils peuvent avoir sur celui que vous aimez. Ou alors : « *De toute façon, on ne peut rien faire.* » Double erreur car les choses ne rentreront pas dans l'ordre seules. Des solutions efficaces existent, et elles peuvent changer radicalement votre vie en 26 semaines (environ 6 mois).

Après 50 ans, près d'un homme sur deux souffre d'une hypertrophie bénigne de la prostate (dans le jargon médical, on appelle ça « *l'adénome de la prostate* »). Chez les jeunes hommes, cette glande a la taille d'une noix et pèse entre 15 et 20g. Mais, avec l'âge, la prostate augmente de volume : elle peut même atteindre la taille d'un gros pamplemousse.

La prostate comprime alors la vessie et finit par pincer le canal d'évacuation de l'urine (l'urètre). Résultat : une partie de l'urine ne peut pas être évacuée et reste en permanence stockée dans la vessie. Ce milieu chaud et humide devient le terrain de jeu idéal pour les bactéries qui se mettent à proliférer. La situation peut alors vite dégénérer. Les infections urinaires se multiplient et nécessitent des traitements de choc aux antibiotiques. Vous risquez une infection de la prostate ou prostatite qui se traduit par de la fièvre, des douleurs dans le bas ventre et des brûlures en urinant. Des calculs peuvent se développer dans la vessie : ces dépôts de minéraux peuvent générer des infections, irriter la paroi de la vessie et empêcher l'évacuation de l'urine. Dans certains cas, on peut voir apparaître une insuffisance rénale.

MAIS PIRE ENCORE

Si l'hypertrophie est trop importante, l'urine ne peut plus du tout sortir de la vessie - on parle de rétention aiguë. C'est un cas d'urgence extrême. Il faut alors vous précipiter à l'hôpital le plus proche pour faire vider votre vessie : à l'aide d'une sonde urinaire insérée dans l'urètre, on procèdera à une « vidange » mécanique. C'est alors que beaucoup de patients se voient proposer la chirurgie. Pour opérer l'hypertrophie bénigne de la prostate, le chirurgien vient « couper » la prostate ou la « cureter ». Mais, quelle que soit la solution choisie, 70% des hommes opérés souffrent d'une éjaculation rétrograde : au lieu de sortir par l'extérieur, le sperme est repoussé à l'intérieur directement dans la vessie ! Alors médicaments ou chirurgie ?

BONNE NOUVELLE

Car le choix ne se limite pas à ces deux solutions. Il existe une troisième voie, totalement naturelle, sans effets secondaires, et qui permet d'attaquer le mal à la racine. Cette voie naturelle éliminera pour vous la perspective (quasi-inévitable) de vous retrouver un jour avec des couches pour adultes, si vous ne faites rien. Ce sont les problèmes de prostate, qui frappent 85 % des hommes entre 60 et 80 ans, qui expliquent largement ce phénomène.

Si vous êtes un homme de plus de 50 ans et que vous vous levez plusieurs fois par nuit pour aller aux toilettes ; vous avez du mal à retenir les dernières gouttes d'urine ; vous ressentez fréquemment des besoins pressants, alors vous pourriez bientôt devenir client beaucoup plus vite que vous ne le pensez, comme 4,5 millions de personnes en France ! (D'après l'Association française d'urologie ; chiffre en constante augmentation). Mais vous pouvez éviter ce destin grâce aux traitements naturels de la prostate que je vais vous présenter.

POURQUOI VOTRE MÉDECIN NE
VOUS EN PARLE-T-IL PAS ? (À
SUIVRE)

Source : Santé Nature Innovation

AGENDA N°87

DU 9 AU 13 NOVEMBRE 2020 : HACKATHON DE MISE AU POINT D'UN AGRÉGATEUR DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE POUR LES BIENS ET SERVICES PRODUITS EN AFRIQUE CENTRALE À MALABO – GUINÉE ÉQUATORIALE

27 NOVEMBRE 2020, DE 18H30 À 20H : LES TROIS LIGNE DE MAÎTRISE DANS L'ORGANISATION : COMPRÉHENSIONS ET DIFFÉRENCES (WEBINAR)
Café de l'audit organisé par l'Agaci. Pour plus d'informations contactez l'Agaci aux numéros et adresse suivants : Tél.: 066 84 61 90 / 077 42 99 55
Email : 2016agaci@gmail.com

DU 8 AU 10 DÉCEMBRE 2020 : CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE AFRICAINE 2020 (EN LIGNE)
L'édition 2020 de la Conférence économique africaine, organisée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), est prévue de se tenir virtuellement du 8 au 10 décembre 2020.

Le thème de la Conférence de cette année est : « L'Afrique après le COVID-19 : accélérer les progrès vers un développement durable inclusif ».

La Conférence permettra à des universitaires de renom et à de jeunes chercheurs de présenter aux responsables politiques et aux décideurs leurs travaux de recherche axée sur des solutions.

Lignes directrices sur les soumissions:

Les auteurs intéressés doivent soumettre leurs travaux à l'adresse www.uneca.org/aec2020 et par courriel à l'adresse aec2020@un.org. Seuls les documents complets traitant du thème de la Conférence seront pris en considération pour présentation. La Conférence donnera la priorité aux documents axés sur les solutions.

Date limite de soumission des articles : 21 septembre 2020

Notification de l'acceptation finale : 26 octobre 2020

Dernier jour d'inscription pour les présentateurs : 21 octobre 2020

La participation à la conférence est gratuite - pas de soumission d'articles ni de frais d'inscription.

11 DÉCEMBRE 2020 : 2^{ème} ÉDITION DU SALON DU SPORT DU GABON

Vous le savez certainement, le sport au travail est facteur de bien-être et de réussite professionnelle. Vous êtes une entreprise et vous souhaitez participer à ce salon organisé par le Cabinet Solutions Sport Conseils ? Inscrivez-vous maintenant ! Pour plus d'informations, appelez le 011 44 11 62.

Union Gabonaise
de Banque

BOURSE

du 21/07/2020 au 01/10/2020

*Devises/FCFA	21/08/2020	01/10/2020	Variation
USD - Dollar américain	552,5725	558,8154	1,13%
GBP - Livre britannique	731,7843	722,4234	-1,28%
CAD - Dollar canadien	419,7557	420,1700	0,10%
CHF - Franc suisse	608,8755	607,2045	-0,27%
ZAR - Rand sud-africain	32,0120	33,6376	5,08%
JPY - Yen japonais	5,2399	5,2958	1,07%
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	150,5817	152,0883	1,00%
CNY - Yuan	80,0314	82,2598	2,78%
MAD - Dirham marocain	60,1470	60,4986	0,58%

	21/08/2020	01/10/2020	Variation
Brent (USD / Baril)	44,90	42,30	-5,79%
WTI (USD / Baril)	42,58	40,22	-5,54%
Or (USD / once)	1 947,26	1 885,82	-3,16%
CAC 40 (EUR)	4 977,23	4 803,44	-3,49%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 273,98	3 193,61	-2,45%
DOW JONES (USD)	27 692,88	27 781,70	0,32%

Taux BEAC en vigueur

Taux d'intérêt des appels d'offres :	3,25%
Taux de facilité marginale BEAC	5,00%
Taux de facilité de dépôt	0,00%

* Cours publiés par la Banque des Etats de l' Afrique Centrale-BEAC



Bureau International de Conseil et de Promotion

LE LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER



LES DOSSIERS DU MOIS

LOCATION



BUREAUX – BICP

Batterie 4 – Feux Tricolores

- 1er Etage Espace Co-Working
- Rez de Ch. annexe 1 50m2 vitrine
- 1er Etage 100m2 Annexe 2
- **12 000 FCFA le m2**



VILLA (Sablière)

- 4 Chambres – 2 Salons – 1 Piscine
- 1 Cuisine – 3 Salles de bain – 3 WC
- 1 Groupe Electrogène – 1 Cuve d'eau
- 1 Interphone – 1 Gardien H24
- Meublée ou semi Meublée



DUPLEX (Sablière)

- 3 Chambres – Salon
- 1 Cuisine – 2 Douches – 3 WC
- Parking de Voitures



BUREAUX – CIMA

Centre-Ville

- 1er Etage , 685m2
- 2eme au 4ème Etage : 530m2
- **15 000 FCFA le m2**

NB : Réservé aux Organismes Internationaux



BUREAUX – LOUIS

Louis

- 1er Etage 230 m2
- 2eme Etage 230 m2
- 3eme Etage 230 m2



APPARTS MEUBLES

- Studios
- 1 Chambre - Salon
- 2 Chambres - Salon
- 3 Chambres - Salon
- Parking voitures – Wifi -Canal+
- Possibilité locations longue durée

VENTE



PROJET VILLAS jumelées

Les Hauts D'Angondjé

- 4 Chambres – Salon
- 1 Cuisine – 2 Douches – 3 WC
- Parking

NB : Vente en état Future d'Achèvement



VILLA D'ARCHITECTE

Angondjé-Amissa Bongo

- 2 Chambres – Salon
- Cuisine – Douches – WC
- Local Annexe – Gardien- Buanderie
- Puits – Pompe – Suppresseur -parking



DUPLEX - OWENDO

- 3 Chambres- Salon –Salle A manger
- 1 Cuisine – Douches – WC
- Terrain de 228m2



APPARTEMENT CENTRE VILLE

- 3 Chambres- Salon
- 100m² - 2^e étage
- Possibilité de profession libérale



TERRAINS

Libreville - Owendo

12 000m2

Libreville - Angondjé

170m2 à 7ha

Abidjan - Cocody 2 Plateaux - 7ème Tranche
7200m2

Tél : +241 11 73 18 80 / 011 73 17 55 / 065 80 18 80 - Whatsapp : +241 05 31 70 00
E-mail : pchandezon@gmail.com – www.bicpgabon.com



Agir contre
Le Cancer



MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Les cancers
féminins,

parlez-en aux
femmes que
vous aimez